



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I



LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



© AP / Baderkhan Ahmad

EUROPE
**LE HÉROS EN
RUSSIE**

PAGE 5

DOSSIER
**LA GUERRE AU
MOYEN-ORIENT**

PAGE 31

MOYEN-ORIENT
**L'HÉGÉMONIE
NAVAL DES EAU**

PAGE 47

NUMÉRO 37 • MARS 2026

Manifeste



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI
2026-2027

Chers lecteurs, chères lectrices,

Aujourd'hui plus qu'hier, les relations internationales impactent profondément nos vies. Des hydrocarbures au commerce asiatique, des pans entiers de l'économie française et européenne sont inféodés à d'autres nations et leur destin. Les conflits armés d'ordre mondial font leur terrible retour depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 déstabilisant l'ensemble de la planète. L'hégémonie occidentale et particulièrement états-unienne construite sur les dividendes de la paix semble apparaître depuis plusieurs années en échec et des puissances autrefois jugées émergentes remodelent les rapports de forces autour de leur grandissante influence. Les peuples souvent absorbés au sein des États constituent aujourd'hui une part essentielle en tant qu'acteurs des relations internationales et les groupements de ces derniers pèsent grandement sur les politiques des administrations étatiques. Parallèlement, face à la surexposition d'informations provenant de l'international, souvent peu contextualisées, la clarté et la rigueur disparaissent au profit de l'émotion et de la consommation. Ainsi, la complexité des relations internationales croît avec la déstabilisation de nos modèles de pensée occidentaux. « L'autre », n'est devenu qu'un objet pour soi individualisé et non plus une icône de ce que nous partageons tous, l'humanité.

Il faut alors repenser l'analyse de l'ailleurs, de l'étranger, du parfois considéré « incompréhensible » ou même « barbare ». Les enjeux traditionnelles de puissances militaires, de diplomatie et d'économie ne suffisent plus à eux seuls pour comprendre ce qui caractérise les relations internationales, des organisations supra-étatiques aux simples personnes. Ainsi, ce qui dirige et émane de l'étranger peut tout autant être le danger existentiel que le creuset fondamental de la propre constitution de nos nations, de l'Europe, de la France. L'analyse des relations internationales, des peuples de partout et d'ailleurs n'est donc pas seulement une analyse de rapports distants et froids mais c'est une analyse de nous-mêmes, d'eux-mêmes et de toute l'humanité autant présente dans son caractère innée que dans ses développements sociaux localisés des plus complexes.

C'est dans cette optique, avec humilité et détermination, que notre revue universitaire s'attache depuis plusieurs années ardemment à comprendre, pierre par pierre ou plutôt mots par mots, les instincts et les convictions des habitants de cette terre. Ouverts mais convaincus, nous essayons de décortiquer les idées par les idées, les pensées par les pensées pour analyser ce qui nous donne sens dans notre monde.

L'annuelle passation est ainsi venue et nous sommes fières de présenter cette année une équipe renouvelée de quatre personnes pour l'organisation, la conception et la distribution de notre revue « coup d'œil de l'AMRI » pour les éditions mensuelles et bimensuelles de mars 2026 à février 2027.

Alors écrivez, pensez, sensibilisez-vous et témoignez de ce qui vous marque, ce qui nous marque !

**Rédacteur en chef
LÉNY ROYER-PERRUSSEL**

Éditorial



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI
2026-2027

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au nom des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales. Elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, historiques, écologiques, sécuritaires ou culturels, afin d'apporter un regard complet sur les enjeux internationaux actuels. Des conflits moyen-orientaux aux enjeux de transition écologique en Asie, en passant par le bras de fer sino-américain et des défis stratégiques en Europe, cette revue s'attèle à couvrir les différentes problématiques mondiales.

Le 28 février 2026, l'ordre régional au Moyen-Orient a basculé dans une dimension encore inconnue lorsque les forces américaines et israéliennes ont lancé une offensive coordonnée contre l'Iran. La disparition brutale de l'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême et pilier du régime depuis 1989, ne marque pas seulement la fin d'une ère pour la République islamique, mais propulse la région et le monde dans l'inconnu. Si un cessez-le-feu a été annoncé le 8 mars 2026, la situation demeure profondément instable : Israël continue de mener des frappes au Liban, tandis que l'imprévisibilité de Trump complique toute perspective de négociation durable. Au cœur de ce basculement, une interrogation s'impose : jusqu'où ira l'affrontement entre Washington et Téhéran ? Ce conflit met en lumière un face-à-face entre des moyens militaires disproportionnés, où la puissance de feu conventionnelle des États-Unis se heurte à une résistance acharnée. Pour compenser ce déséquilibre, l'Iran a fait de la guerre asymétrique une véritable doctrine de survie. Reposant sur une maîtrise poussée de la rétro-ingénierie, permettant ainsi de reproduire et d'adapter des technologies étrangères à ses propres drones et missiles. Face à cet embrasement, la France tente donc de tenir une ligne étroite : comment soutenir ses partenaires régionaux sans se laisser entraîner dans une escalade directe ?

Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets. Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Rédacteur en chef
LÉNY ROYER-PERRUSSEL

Équipe de rédaction
JULIEN DURAND, EMMA LESAGE & JILANI LARNAOUT

S O M M A I R E

4 LE HÉROS, UN MOT COMME HISTORIOGRAPHIE DANS LA RUSSIE CONTEMPORAINE

Lény Royer-Perrussel

9 LE PARAPLUIE NUCLÉAIRE FRANÇAIS À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE : AVANCÉE STRATÉGIQUE OU SOLIDARITÉ SOUS CONDITIONS ?

Claire Aubret

14 LES EFFETS PERVERS DE L'ACTION DES ONG OCCIDENTALES EN AFRIQUE

Guerlain Dené

20 LA CAN À L'ÉPREUVE DE LA MONDIALISATION : DU PANAFRICANISME MILITANT AU *SOFT POWER* NÉOLIBÉRAL

Aboubacar Konaté

29 DOSSIER : LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Louise Lecomte, Claire Aubret, Matiz Bontaz & Victor Blanc

47 DE L'ÎLE DE SOCOTRA À PERIM : VERS UNE HÉGÉMONIE NAVALE DES ÉMIRATS ARABES UNIS AUTOUR DE BAB-AL-MANDEB ?

Larnaout Jilani

**52 LA MUSIQUE ENGAGÉE ET LE MOUVEMENT
« FEMME, VIE, LIBERTÉ ! » (زن، زندگی، آزادی) EN IRAN**

Ophélie Calichiana

LE HÉROS, UN MOT COMME HISTORIOGRAPHIE DANS LA RUSSIE CONTEMPORAINE

RÉDIGÉ PAR LÉNY ROYER-PERRUSSEL



Image n°1 : Les bateliers de la Volga, simples bourlaques (journaliers) traînant dans la peine autant un bateau qu'une nation, un mythe de l'héroïsme populaire russe peint par Ilya Répine, 1870-1873, Musée Russe, Saint-Pétersbourg © Wikimedia commons

Le 11 mars dernier, un jeune soldat russe Sergueï Romanovitch Yarashov fut médaillé « héros de la fédération de Russie » pour « son courage et son héroïsme dans l'exercice de ses fonctions » selon le décret publié par la présidence russe. Cet homme qui se serait battu seul pendant 68 jours entouré d'ennemis en étant maintenu approvisionné en vivres et munitions par l'air tout en multipliant les actions guerrières serait un héros national mais aussi un nouvel héros populaire selon les média russes. Mais Sergueï Yarashov n'est que le 1628e « héros de la fédération de Russie » rejoignant une liste entamée dès 1992 avec l'indépendance du pays. Héros de Tchétchénie et du Daguestan ou bien héros de l'Ukraine, les guerres sont aussi nombreuses que les récits nationaux de défense d'une forteresse assiégée de toute part. À travers ces tragédies nationales, le héros, individuel par ses actes, est sacralisé pour ses vertus collectives et cathartiques. Mais ces exaltations collectives autour de figures individuelles bien choisies n'est pas nouveau en Russie et peuvent remonter aux fondements de l'empire tsariste.

Mais ces exaltations collectives autour de figures individuelles bien choisies n'est pas nouveau en Russie et peuvent remonter aux fondements de l'empire tsariste. Entre généralissimes ayant vaincu Napoléon, les 28 de Panfilov symbole d'un peuple uni contre le nazisme à Sergueï Yarashov, le soldat de la Russie du XXIe siècle, tous sont acclamés, des hauts-gradés aux simples *moujiks*¹, héros de tous les russes et de tous les temps.

UN FONDEMENT SOVIÉTIQUE

La vieille garde, tels furent nommés ces héros de la guerre civile qui avaient rejoint le Parti ouvrier social-démocrate de Russie² (Tucker, 1992). Fondateurs de la pensée léniniste, premiers commandants et bureaucrates de l'Union, ce ne sont pas pourtant les premiers héros de la Russie, bien sûr, mais ce sont les premiers héros vivants et partagés dans la société soviétique. Simples ouvriers, paysans souvent aussi miséreux que la majorité des Russes, ces héros de la guerre civile sont les nouveaux exemples à suivre dans l'Union soviétique de Lénine encore en pleine construction et en recherche d'exemples guides.

¹ La figure du *moujik* se réfère traditionnellement au paysan russe, rustre, comparable à un serf dans sa condition mais capable de se battre avec ardeur pour sa patrie, sa terre. Largement présent dans la culture populaire russe, cette figure dans laquelle tout à chacun peut se reconnaître cultive encore aujourd'hui, le lien des Russes à la terre, la patrie et le dévouement à cette dernière.

² Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie fut le premier parti d'inspiration socialiste et marxiste russe créé en 1898 lors du congrès de Minsk, il est l'espace de formation de multiples révolutionnaires qui encadreront la Révolution d'Octobre et l'Union soviétique naissante tel que Lénine, Staline, Trotski, etc.

C'est dans ce contexte de construction d'une nation et d'une économie que la figure d'Alekseï Stakhanov émerge en « héros du travail socialiste » à l'occasion de son exploit surhumain de 102 tonnes de charbon extraites en seulement 6 heures lors d'un concours du komsomol local (Depretto, 1982). Très vite, il devient un héros national attachant son nom aux exploits des ouvriers soviétiques dévoués infiniment au parti et à l'idéal socialiste proclamé. La figure est telle qu'elle dépasse les frontières finissant sur la couverture du Times, le héros du Donbass devient alors héros des Hommes. Mais en Union soviétique, l'élan sacralisant s'intensifie aussi, allant même jusqu'à renommer la ville où est présente la mine de charbon de l'exploit à son nom à titre posthume en 1978 (Masuy, 2015).



Image n°2 : Une photographie de Max Alpert, emblématique de la Grande Guerre patriotique, représentant Aleksei Gordeyevich Yeryomenko, officier politique quelques minutes avant sa mort le 12 juillet 1942, près du village de Khoroshee (dans l'oblast de Vorochilovgrad) en Ukraine. © Wikimedia commons

Mais le véritable épisode caractérisant l'héroïsation de la société soviétique reste la Grande Guerre patriotique qui ne manque pas d'adjectifs pour la décrire selon la presse russe de cette époque. Dans les infinis tourments et douleurs collectives du conflit Guerre, les actes individuels héroïques clamés par la propagande d'État sont multipliés avec les défaites tactiques. Le défenseur zélé et téméraire est alors le nouvel héros de guerre. Vassili Zaitsev, Ivan Panfilov, Vassili Sokolovski, Gueorgui Joukov sont parmi les près de 11 635 récipiendaires du titre « héros de l'Union soviétique » reçu pour des actes de bravoure pendant la Grande Guerre patriotique (Paul McDaniel et Paul J. Schmitt, 1997) soit 91% de l'ensemble des « héros de l'union soviétique » entre la création du titre en 1934 et sa dernière distinction en 1991.

Très vite mise à égal avec la révolution bolchévique, cette deuxième « révolution » nationale que représente la Grande Guerre patriotique s'accompagne de ses nouveaux héros exemplaires qui sont encore aujourd'hui idéalisés dans les divers média et commémorations nationales comme le témoigne notamment le « jour de la victoire », commémoré tous les 9 mai célébrant la fin de la Grande Guerre patriotique.

LES HÉROS-PARANGONS DE LA NOUVELLE RUSSIE

À l'indépendance de la Russie en 1991, les titres soviétiques les plus importants furent repris tout comme l'idéal national du héros. Ainsi, le titre de « héros de la fédération de Russie » succède à celui de « héros de l'Union soviétique » en 1992. Le drapeau change mais les récits perdurent. La Grande Guerre patriotique est toujours acclamée et les références qui y sont faites sont fréquentes dans les conflits de la jeune Russie (Tchéchénie, Daguestan, etc). Néanmoins, les actes de nature communiste sont remaniés au profit de la nation, de la patrie, de l'idéal orthodoxe nouveau qui se retrouvent menacés dû à la faiblesse subie depuis l'effondrement économique lié à l'indépendance (Feigelson, 2008). Poutine à son arrivée au pouvoir en 1999, va calibrer la politique contre cet affaiblissement et dans l'objectif de regagner en stature à l'international comme au national. Ainsi, les héros modernes ou anciens sont réutilisés pour justifier l'éternelle Russie sans frontière et la culture russe supérieure.

D'Alexandre Nevski³ (qui fut déjà utilisé par les soviétiques) aux soldats de Tchétchénie, toutes les histoires et les parcours individuels faits d'abnégation et de dévotion à la nation sont bons à prendre (Feigelson, 2008). Un mouvement nouveau exploitant les média du XXIe siècle pérennise ces récits héroïques notamment en lien avec la Grande Guerre patriotique, zénith de l'héroïsme national. Ainsi, des productions vidéos tel que le film « 28 héros contre l'armée nazi » produit par un studio de vidéo, Gaijin, contant la légende des 28 soldats d'Ivan Panfilov ayant résisté à plusieurs vagues d'assauts allemands près de Moscou. Ce film en particulier va faire débat en Russie suite à la publication d'un dossier d'archives par les archives d'État prouvant que cette légende de la Grande Guerre patriotique est fausse.

3 Alexandre Nevski fut le prince de la République de Novgorod (ancienne principauté russe) de 1241-1252 qui a défait les cavaliers teutons sur le lac gelé de Peïpous en 1242. Cet acte très symbolique l'a érigé en héros national et saint orthodoxe d'abord à Novgorod puis dans toute la Russie jusqu'à aujourd'hui. Sa figure fut notamment utilisée à travers un chef d'œuvre cinématographique éponyme soviétique à la veille de la guerre avec l'Allemagne pour reconstruire un récit belliciste entre les Germains et les Slaves.

Le directeur des Archives d'État russes, Sergueï Mironenkos, devra démissionner suite à la grande pression médiatique et publique (Thomas, 2016). Cela prend aussi largement place dans l'internet russe qui devient de plus en plus isolé du monde où les récits des héros passés sont largement diffusés aux plus jeunes. Les écoles dispensent aussi des programmes historiques retraçant l'éternelle Russie victorieuse grâce à son peuple insoumis et privilégie notamment depuis l'arrivée de Poutine, une rhétorique guerrière naturelle pour le peuple russe.

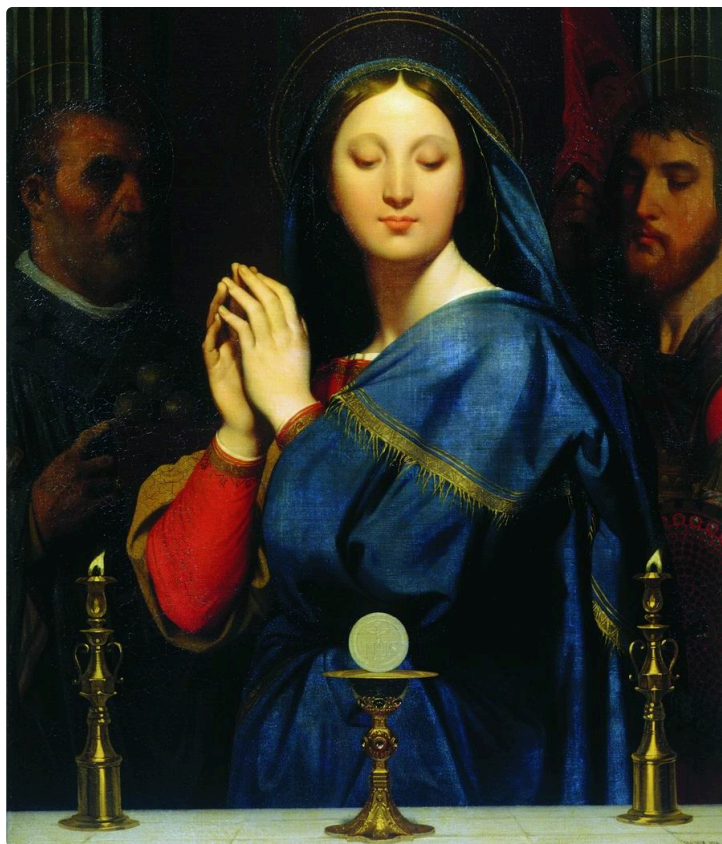


Image n°3 : La Vierge adorant l'Hostie où Alexandre Nevski est présenté en saint à droite, Jean Auguste Dominique Ingres, 1841, Musée des Beaux-Arts Pouchkine, Moscou © Wikimedia commons

GUERRE EN UKRAINE ET L'HÉROÏSME EXACERBÉ

Ces récits héroïques prennent un tournant depuis la guerre au Donbass et sont encore plus présents depuis la guerre en Ukraine. Une nouvelle « Grande Guerre patriotique » est ravivée dès les premières prises de paroles de Vladimir Poutine déclenchant l'assaut face aux « néo-nazis » ukrainiens, évoquant, bien sûr, les combats vitaux de la Seconde Guerre mondiale.

Poutine va même plus loin en rappelant aux soldats des forces armées de l'Ukraine : « Chers camarades ! Vos pères, grands-pères, arrière-grands-pères ont à leur époque combattu les nazis, en défendant notre Patrie commune, ce n'est pas pour qu'aujourd'hui les néonazis prennent le pouvoir en Ukraine » (Moullec, 2022). Cela cristallise encore plus le mythe fondateur de la Grande Guerre patriotique qui sert encore aujourd'hui les desseins des autorités russes. Dès la stabilisation de la ligne de front et la fin des opérations initiales qui auraient dû mettre à genou l'Ukraine, l'État russe se doit de trouver des héros pour développer le récit de la guerre grande patriotique, proclamée dès le début du conflit comme l'illustre la remise de titre de « héros de la fédération de Russie » en forte hausse depuis 2022. Ainsi, la même année, 146 russes reçurent ce titre contre seulement 8 l'année précédente. Le nombre de récipiendaires durant les années de guerre en Ukraine est alors équivalent aux années où le conflit en Tchétchénie était le plus fort correspondant en 1995, 146 et en 1996, 128 récipiendaires. Le premier récipiendaire de cet ordre mort durant les premiers jours de la guerre, Nurmagomed Gadzimagomedov, est le parfait exemple de la mécanique similaire à la propagande soviétique par son récit fait dans les média russes, les décorations et honneurs multiples reçus à titre posthume, un buste en bronze à son effigie érigé dans son village de naissance (Kani) et le nom nouveau porté par des localités (Place Gadzimagomedov à Donetsk) (Polyakova, 2022).



Image n°4 : Timbre commémoratif en la mémoire Nurmagomed Gadzimagomedov réalisé par la Poste russe en 2023. © Wikimedia commons

LA RUSSIE ÉTERNELLE

À travers ces récits filés issus d'abord du rapport soviétique vis-à-vis du héros, idéologisé et collectivisé, la Russie contemporaine est pleinement héritière du jeu médiatique et culturel initié dans l'Union tout en remodelant ces récits pour correspondre à l'idéologie nouvelle. La multiplication des symboles et des héros suivent ainsi les graves crises que subissent tour à tour l'Union soviétique et la Russie contemporaine. Entre Grande Guerre patriotique et Guerre en Ukraine, entre « héros de l'Union soviétique » et « héros de la fédération de Russie », les héros, parfois entretenus depuis les confins historiques des principautés russes, servent de nombreux desseins. D'abord immédiats et politiques, les héros servent en cas d'instabilité majeure à refonder le lien sociétal autour de leurs figures consensuelles pour leur dévouement et leur actes en faveur du bien commun. Mais ces figures servent aussi dans le temps long et bien plus en profondeur à la construction d'identités nationales.

Ainsi, Alexandre Nevski est à la fois le guide des Novgorodiens face aux menaçant teutons mais aussi le fondateur d'un regard vis-à-vis des germains, des hérétiques, de l'étranger en général qui marque encore largement aujourd'hui la société russe. Au creux des récits individuels se niche une légende partagée, idéalisée. En conséquence, le héros est un pur produit de sa société mère qui choisit de le faire émerger, de le mythifier, de le pérenniser ou bien de le remodeler. Ainsi, les héros, les symboles et les valeurs apportés à travers eux représentent un parfait chemin pour aborder les sociétés humaines et tout particulièrement la société russe qui est profondément marquée par la symbolique. Enfin pour reprendre les mots de Durkheim, grand penseur de la sociologie, lorsque les héros se montrent à nous, c'est la société qui se dévoilent en eux.

Image n°5 : Photographie du défilé de la victoire où des soldats honorifiques tiennent le drapeau russe (gauche) et le drapeau de la victoire (droite), le 9 mai 2025. © Reuters/Maxim Shemetov



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

de Chefdebien, A., & Botta-Kouznietzoff, N. (2014). Récompenses d'État de la fédération de Russie (Numéro spécial n° 1). SAMNLHOC.

Masuy, C. (2015). Curieuses histoires des noms propres devenus communs : De Marcel à poubelle. Primento Digital Publishing.

McDaniel, P., & Schmitt, P. J. (1997). The comprehensive guide to Soviet orders and medals. Historical Research.

Putnikov, G. A. (1990). Orders and medals of the USSR. Novosti. <https://archive.org/details/ordersandmedalsoftheussr/page/n13/mode/2up>

Articles scientifiques :

Depretto, J.-P. (1982). Stakhanov par lui-même. Revue des Études Slaves, 54(3), 443–455. <https://doi.org/10.3406/slave.1982.5238>

Feigelson, K. (2008). Politique des médias et usages du passé en Russie. Hermès, La Revue, 52(3), 67–74. <https://doi.org/10.4267/2042/28675>

Tucker, R. C. (1992). Letter of an old Bolshevik. Slavic Review, 51(4), 782–785. <https://doi.org/10.2307/2500138>

Articles de presse :

Gonneau, P. (2018, 19 mars). Le cinéma, ce grand allié de la politique de Vladimir Poutine. The Conversation. <https://theconversation.com/le-cinema-ce-grand-allie-de-la-politique-de-vladimir-poutine-93499>

Moullec, G.-G. (2022, 24 février). Intervention du président Poutine : 24 février 2022. Revue Politique et Parlementaire. <https://www.revuepolitique.fr/intervention-du-president-poutine-24-fevrier-2022/>

Polyakova, V. (2022, 3 mars). Putin posmertno prisvoil zvanie Geroya Rossii ofitseru iz Dagestana [Poutine a décerné à titre posthume le titre de Héros de la Russie à un officier du Daghestan]. RBC. <https://www.rbc.ru/politics/03/03/2022/6220f2ac9a7947c2af41132c>

Thomas, V. (2016, 17 mars). Le directeur des archives nationales russes démissionne. Livres Hebdo. <https://www.livreshebdo.fr/article/le-directeur-des-archives-nationales-russes-demissionne>

Source institutionnelle :

Présidence de la Fédération de Russie. (2026, 11 mars). Сергею Ярашеву присвоено звание Героя России [Le titre de Héros de la Russie a été décerné à Sergueï Iarachev]. Президент России. <http://kremlin.ru/events/president/news/79311>

LE PARAPLUIE NUCLÉAIRE FRANÇAIS À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE : AVANCÉE STRATÉGIQUE OU SOLIDARITÉ SOUS CONDITIONS ?

RÉDIGÉ PAR CLAIRE AUBRET



Image n°6 : Emmanuel Macron, lors de son discours sur la doctrine nucléaire française, devant le sous-marin nucléaire « Le Téméraire », à la base opérationnelle de l'île Longue (Finistère), le 2 mars 2026. © KAMIL ZIHNIUGLU POUR « LE MONDE »

Le débat sur l'eupéanisation de la dissuasion nucléaire française a longtemps relevé du non-dit. À Paris, le sujet était connu. À Berlin, il restait sensible. À Varsovie, il paraissait encore lointain. Or, depuis plusieurs mois, ce qui relevait hier de l'hypothèse est entré dans le champ des discussions stratégiques concrètes. Ce déplacement du débat ne doit rien au hasard. Il résulte de la poursuite de la guerre en Ukraine, des menaces nucléaires russes répétées et, surtout, de l'inquiétude croissante suscitée en Europe par la solidité de l'engagement américain (Bienvenu et al., Le Monde, 2 mars 2026 ; Kauffmann, Le Monde, 12 mars 2025).

Dans ce contexte, le discours prononcé par Emmanuel Macron à l'Île Longue, le 2 mars 2026, a marqué une étape importante. Le président de la République y a réaffirmé le caractère strictement national de la décision nucléaire. Mais il a aussi annoncé une évolution de la posture française, en ouvrant une nouvelle phase de coopération avec plusieurs alliés européens. La France ne partage pas son feu nucléaire. Elle ne le mutualise pas. Elle ne le banalise pas non plus. Elle en élargit toutefois plus nettement l'horizon politique.

Toute la question est là. Il ne s'agit donc pas de savoir si Paris remplace Washington. Il s'agit plutôt de comprendre si la France redéfinit, à bas bruit, la portée européenne de sa dissuasion (Elysée, 2 mars 2026 ; Gémarre, Diploweb, 13 mars 2026).

APPLICATIONS TERRESTRES : DRONES, DCA IMPROVISÉE ET LEURRES MILITAIRES

Le premier élément à souligner est la transformation du contexte stratégique européen. Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022, la question nucléaire n'est plus un vestige doctrinal de la guerre froide, elle est redevenue un paramètre central de la sécurité du continent (Perot, Politique étrangère, hiver 2025). Ce retour est brutal. Il rappelle une vérité peu appréciable, mais tenace : en matière stratégique, les tabous résistent moins bien que les intérêts. Les Européens le redécouvrent avec retard, parfois avec pudeur, rarement avec sérénité.

À cette première rupture s'en ajoute une seconde. Le lien transatlantique n'a pas disparu, mais il est moins évident qu'autrefois. En février 2026, le gouvernement allemand a confirmé que les discussions avec la France sur la coopération nucléaire existaient bien, tout en précisant qu'elles en étaient à un stade précoce et qu'elles ne visaient pas à diminuer le rôle des États-Unis (Bienvenu et al., *Le Monde*, 2 mars 2026). La prudence de Berlin est révélatrice. Elle montre que l'Allemagne ne veut pas rompre avec le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Mais elle indique aussi qu'un sujet autrefois presque impensable peut désormais être évoqué au grand jour. Pour un pays façonné, depuis 1945, par le cadre stratégique américain, le simple fait d'ouvrir ce débat constitue déjà un déplacement important.

La Pologne suit une logique voisine, avec un ton plus direct. Le 3 mars 2026, Donald Tusk a affirmé que son pays cherchait à obtenir « autant d'autonomie que possible » dans le domaine nucléaire et qu'il discutait avec la France ainsi qu'avec d'autres partenaires européens (Reuters, 3 mars 2026). Là encore, il ne s'agit pas d'un basculement complet hors du cadre atlantique. Il s'agit d'un signal politique. Varsovie veut conserver la garantie américaine, mais elle ne veut plus dépendre d'elle seule. En matière de sécurité, la prudence polonaise se résume souvent ainsi : espérer le mieux, préparer le pire. Ce n'est pas très lyrique. C'est souvent efficace.

LE DISCOURS DU 2 MARS 2026 : UNE OUVERTURE ENCADRÉE

Le discours de l'Île Longue doit donc être lu à la lumière de cette double évolution. Sur le fond, Emmanuel Macron a réaffirmé les principes classiques de la doctrine française. La dissuasion reste strictement défensive. La décision d'emploi demeure nationale. Le chef de l'État reste seul juge des « intérêts vitaux » et seul responsable du franchissement du seuil nucléaire (Élysée, discours de l'Île Longue, 2 mars 2026 ; Jurgensen, *Revue Défense Nationale* 2019). En ce sens, la France ne rejoint pas la logique de partage nucléaire propre à l'OTAN. Elle ne place pas sa force de frappe dans une planification multilatérale. Elle ne transforme pas non plus sa doctrine en garantie automatique au bénéfice de ses partenaires. Sur ce point, la continuité est nette. La souveraineté nucléaire française ne se délègue pas, elle se revendique.

Pour autant, il serait trompeur de ne voir dans ce discours qu'un simple rappel doctrinal. Le texte officiel annonce aussi une inflexion réelle. Le président a indiqué que la France augmenterait la taille de son arsenal nucléaire. Il a surtout esquissé une forme de « dissuasion avancée », fondée sur une coopération plus étroite avec certains partenaires européens (Élysée, 2 mars 2026 ; Gémarre, *Diploweb*, 13 mars 2026). Cette évolution peut inclure des exercices conjoints, des consultations doctrinales renforcées et, dans certaines circonstances, l'accueil d'aéronefs français participant à des missions de dissuasion. Le changement est donc moins institutionnel qu'opérationnel. En d'autres termes, la France ne partage pas le bouton, mais elle accepte davantage de montrer la porte, le couloir et, parfois, l'antichambre.

Cette évolution ne surgit pas de nulle part. Elle prolonge des initiatives engagées depuis plusieurs années. Dès son discours de l'École de guerre, en février 2020, Emmanuel Macron avait proposé un « dialogue stratégique » avec les partenaires européens sur le rôle de la dissuasion française dans la sécurité collective du continent. À l'époque, l'écho fut limité. En juillet 2025, la déclaration de Northwood signée par la France et le Royaume-Uni a franchi un cap supplémentaire (GOV.UK, 10 juillet 2025). Les deux puissances nucléaires européennes y ont affirmé qu'il n'existait pas de menace extrême contre l'Europe qui n'entraînerait pas une réponse de leurs deux nations. Le 10 décembre 2025, le groupe de pilotage nucléaire franco-britannique s'est réuni pour la première fois à Paris (Élysée, 18 décembre 2025). Ce qui paraissait théorique en 2020 a donc commencé à prendre une forme plus concrète en 2025, avant de s'élargir en 2026.

La relation franco-allemande s'inscrit désormais dans cette dynamique. Le 2 mars 2026, une déclaration conjointe d'Emmanuel Macron et de Friedrich Merz a annoncé la création d'un groupe de pilotage nucléaire franco-allemand (Élysée, déclaration conjointe Macron-Mertz, 2 mars 2026). Celui-ci doit servir de cadre au dialogue doctrinal et à la coordination stratégique, notamment sur l'articulation entre capacités conventionnelles, défense antimissile et contribution de la dissuasion française. Le vocabulaire employé mérite attention. Il n'est pas question d'un partage de souveraineté. Il n'est pas davantage question d'un transfert de contrôle. Mais il est bien question d'un mécanisme bilatéral structuré. Là encore, le mouvement n'est pas révolutionnaire, il est néanmoins significatif.

En stratégie, il arrive qu'un pas prudent annonce un changement profond. Il avance peu, mais il avance.

UNE EUROPÉANISATION RÉELLE, MAIS ENCORE LIMITÉE

Il convient toutefois de ne pas surestimer la portée immédiate de cette européanisation. Plusieurs limites demeurent. La première est doctrinale. Toute dissuasion élargie repose sur une question de crédibilité. Un adversaire doit croire qu'un État acceptera d'exposer son propre territoire pour défendre un allié. Or la difficulté est évidente. Menacer une riposte nucléaire pour protéger la France relève d'une logique connue. Menacer cette même riposte pour Berlin, Varsovie ou Tallinn soulève une interrogation autrement plus délicate (Perot, Politique étrangère, hiver 2025 ; FRS, mars 2025). La formule est brutale, mais elle résume le problème : Paris serait-il prêt à se risquer lui-même pour défendre Berlin ? La question n'est pas nouvelle. Elle était déjà au cœur du débat sur la crédibilité de la garantie américaine pendant la guerre froide. Elle ressurgit aujourd'hui, avec un accent français.

La deuxième limite est capacitaire. L'arsenal français est crédible. Il n'est pas équivalent à celui des États-Unis ou de la Russie. La France dispose d'une force océanique et d'une composante aéroportée robuste, mais son volume reste limité face aux deux grandes puissances nucléaires (Fayet et al., IFRI, 2023). Dès lors, l'européanisation de la dissuasion française ne peut pas reproduire le modèle américain à l'identique. Ce n'est d'ailleurs pas l'objectif annoncé. La posture française vise plutôt à ajouter une couche de crédibilité européenne, sans prétendre se substituer pleinement au parapluie américain. En matière nucléaire, la copie conforme serait illusoire. Paris le sait, Berlin aussi, Varsovie également. Grandir n'est pas copier, s'émanciper n'est pas dupliquer.

La troisième limite est politique. Tous les alliés européens ne regardent pas cette évolution avec le même intérêt. Certains États y voient une nécessité croissante, d'autres redoutent encore un signal d'escalade envoyé à Moscou. D'autres encore, préfèrent conserver le cadre américain comme référence unique (FRS, 2025). Le Royaume-Uni lui-même, malgré le rapprochement engagé avec la France, demeure dans une situation particulière.

Londres conserve, sur le papier, une autonomie opérationnelle, mais sa dissuasion reste liée aux missiles Trident fournis et entretenus avec l'aide des États-Unis (Vilaine, *The Conversation*, 28 novembre 2024). Cette dépendance structurelle limite la portée d'un éventuel parapluie nucléaire strictement franco-britannique pour l'ensemble du continent.

Il faut donc éviter deux contresens. Le premier consisterait à présenter la France comme la remplaçante immédiate des États-Unis. Ce serait excessif. Le second consisterait à réduire les annonces de mars 2026 à de simples effets de tribune. Ce serait inexact (Mazuir, *Toute l'Europe*, 3 mars 2026). La réalité se situe entre ces deux lectures. La France ne renonce pas à la singularité de sa doctrine. Mais elle accepte désormais de l'inscrire plus explicitement dans un cadre continental. Cette évolution reste progressive. Elle demeure réversible sur certains aspects. Elle n'en constitue pas moins un tournant. Un tournant prudent, certes. Un tournant partiel, sans doute. Un tournant réel, toutefois.

Au fond, l'européanisation du parapluie nucléaire français ne signifie pas la naissance d'une dissuasion européenne intégrée. Elle marque plutôt l'ouverture d'un nouvel espace stratégique, situé entre la stricte souveraineté nationale et la dépendance atlantique exclusive (Jurgensen, *Revue Défense Nationale*, 2019 ; Perot, *Politique étrangère*, hiver 2025). C'est un entre-deux. Et, pour une fois, cet entre-deux n'est pas seulement une hésitation française ; il devient aussi une demande européenne. La nuance mérite d'être relevée. Pendant longtemps, Paris proposait d'élargir la portée européenne de sa dissuasion et l'Europe éludait. Désormais, plusieurs partenaires demandent une extension du parapluie nucléaire français et la France encadre les conditions de cette ouverture. Le décor a changé, le texte aussi. Reste à savoir si la mise en scène survivra aux alternances politiques, aux contraintes industrielles et aux crises à venir. En stratégie comme ailleurs, les grandes déclarations ouvrent les débats, elles ne les ferment pas.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de revues scientifiques

Jurgensen, C. (2019). L'Europe, la France et la dissuasion nucléaire. *Revue Défense Nationale*, (821), 56. https://shs.cairn.info/article/RDNA_821_0056/pdf

Perot, E. (2025). Européaniser la dissuasion nucléaire française ? *Politique étrangère*, (4), 171. <https://shs-cairn-info.ezproxy.univ-catholille.fr/revue-politique-etrangere-2025-4-page-171?lang=fr>

Articles de presse

Bienvenu, H., Conesa, E., Ricard, P., & Vincent, E. (2026, 2 mars). L'eupéanisation du « parapluie nucléaire » français, un projet de moins en moins tabou chez beaucoup d'alliés. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/international/article/2026/03/01/l-europeanisation-du-parapluie-nucleaire-francais-un-projet-de-moins-en-moins-tabou-chez-beaucoup-d-allies_6668942_3210.html

Ducourtieux, C., Ricard, P., & Vincent, E. (2025, 4 mars). L'extension du parapluie nucléaire français et britannique en Europe suscite un intérêt grandissant de la part des alliés. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/04/l-extension-du-parapluie-nucleaire-francais-et-britannique-en-europe-suscite-un-interet-grandissant-de-la-part-des-allies_6576313_3210.html

Grémarre, B. (2026, 13 mars). La dissuasion avancée. Le parapluie nucléaire français pour l'Europe. *Diploweb*. <https://www.diploweb.com/La-dissuasion-avancee-Le-parapluie-nucleaire-francais-pour-l-Europe.html>

Kauffmann, S. (2025, 12 mars). Que le débat sur une dissuasion nucléaire européenne soit ouvert donne la mesure du bouleversement actuel. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/03/12/que-le-debat-sur-une-dissuasion-nucleaire-europeenne-soit-ouvert-donne-la-mesure-du-bouleversement-actuel_6579379_3232.html

Mazuir, M. (2026, 3 mars). Dissuasion nucléaire : quelle doctrine française ? *Toute l'Europe*. <https://www.touteleurope.eu/le-dans-le-monde/dissuasion-nucleaire-quelle-doctrine-francaise-face-a-la-menace-de-proliferation/>

Reuters. (2026, 3 mars). Poland seeks as much autonomy as possible in terms of nuclear arms, Tusk says. <https://www.reuters.com/world/poland-seeks-much-autonomy-possible-terms-nuclear-arms-tusk-says-2026-03-03/>

Vilaine, L. (2024, 28 novembre). Un parapluie nucléaire franco-britannique pour l'Europe est-il envisageable ? *The Conversation*. <https://theconversation.com/un-parapluie-nucleaire-franco-britannique-pour-leurope-est-il-envisageable-243535>

Rapports et études

Fayet, H., Bachelier, J., Jonnekin, J., & Renaud, A. (2023). Le signalement stratégique : un levier pour la France dans la compétition entre puissances. IFRI. https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/fayet-bachelier-jonnekin-renaud_signalement-strategique_2023.pdf

Fondation pour la Recherche Stratégique. (2025). L'évolution des réactions européennes à la dimension européenne des intérêts vitaux français. FRS. <https://www.frstrategie.org/publications/recherches-et-documents/evolution-reactions-europeennes-dimension-europeenne-interets-vitaux-francais-2025>

Fondation pour la Recherche Stratégique. (2025, mars). The French nuclear deterrent in a new era. FRS. <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2025/042025.pdf>

Sources institutionnelles et officielles

Élysée. (2025, 18 décembre). Le nouveau groupe de pilotage nucléaire franco-britannique s'est réuni à Paris. Présidence de la République française. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/12/18/le-nouveau-groupe-de-pilotage-nucleaire-franco-britannique-sest-reuni-a-paris>

Élysée. (2026, 2 mars). Déclaration conjointe du Président Macron et du Chancelier Merz. Présidence de la République française. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2026/03/02/declaration-conjointe-du-president-macron-et-du-chancelier-merz>

Élysée. (2026, 2 mars). Déplacement sur la base opérationnelle de l'Île Longue. Présidence de la République française. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2026/03/02/deplacement-sur-la-base-operationnelle-de-lile-longue>

GOV.UK. (2025, 10 juillet). Prime Minister's remarks at the UK-France Summit press conference. Government of the United Kingdom. <https://www.gov.uk/government/speeches/prime-ministers-remarks-at-the-uk-france-summit-press-conference-10-july-2025>

LES EFFETS PERVERS DE L'ACTION DES ONG OCCIDENTALES EN AFRIQUE

RÉDIGÉ PAR GUERLAIN DENÉ



Image n°7 : © Guy Calaf pour Action contre la Faim, 5 avril 2022

« L'enfer est pavé de bonnes intentions » : cette maxime illustre de manière saisissante les ambiguïtés de l'action des organisations non gouvernementales (ONG) occidentales en Afrique. Animées par des objectifs humanitaires et de développement, ces organisations peuvent néanmoins produire des effets inattendus, voire contre-productifs, sur les sociétés locales. Entre aide nécessaire et dépendances induites, leur intervention invite ainsi à interroger les limites et les paradoxes de l'engagement international sur le continent africain.

Les effets pervers sont, selon Alternatives Économiques, « les conséquences imprévues d'une décision. Le choix du terme effet pervers plutôt que effet imprévu indique bien que [...] les conséquences imprévues sont analysées comme étant des conséquences fâcheuses ». Selon Géoconfluences, une ONG est une structure à but non lucratif, indépendante des États, qui agit dans des domaines variés tels que l'humanitaire, le développement, l'environnement ou les droits humains. Les ONG internationales sont caractérisées par leur action transnationale et universaliste, agissant au nom de valeurs conformes aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Elles recrutent leurs employés, bénévoles et donateurs dans plusieurs pays, et leur rôle est parfois parallèle, voire complémentaire, à celui des institutions onusiennes.

L'adjectif « occidentales » précise l'origine géographique et culturelle des ONG, généralement issues d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord. Cette précision est importante car elle souligne les différences potentielles en termes de valeurs, de modes d'action, de perceptions et de relations avec les pays d'intervention, notamment dans des contextes où l'histoire coloniale ou les rapports Nord-Sud peuvent influencer les dynamiques locales. Dans cet article, « Afrique » désigne principalement l'Afrique subsaharienne, où se concentrent la majorité des interventions des ONG occidentales. Cet espace, composé d'États aux réalités hétérogènes et regroupés notamment au sein de L'Union africaine, se caractérise aussi par des niveaux de développement contrastés : sur les 46 pays classés parmi les pays les moins avancés par l'Organisation des Nations unies (ONU), 33 se situent en Afrique. Cette réalité explique en partie l'intensité de la présence des ONG sur le continent. Suite à cela, nous pouvons alors questionner la présence des ONG occidentales en Afrique et les conséquences néfastes qu'elles peuvent causer. Nous verrons cela avec le mode d'action des ONG occidentales, puis les critiques qui leurs sont faites, et enfin repenser l'aide pour une coopération plus équilibrée.

LE MODE D'ACTION DES ONG OCCIDENTALES : UNE APPROCHE CENTRALISÉE AUX RÉSULTATS CONTRASTÉS

L'intervention des ONG occidentales sur le continent africain s'articule autour de structures souvent technocratiques et fortement centralisées, qui oscillent entre l'exécution directe de projets par un personnel expatrié et des partenariats inégaux avec des organisations locales. Financées de manière écrasante par des bailleurs du Nord (Aide Publique au Développement, philanthropie), ces entités procèdent en imposant des cadres de résultats rigides et standardisés qui visent, en théorie, à combler le déficit des services sociaux laissés par l'affaiblissement de l'État. Cependant, leurs objectifs, bien qu'historiquement justifiés par la solidarité internationale, ont tendance à s'aligner sur les priorités géopolitiques changeantes de leurs donateurs occidentaux, favorisant des solutions palliatives à court terme au détriment des besoins structurels profonds des communautés. En termes de résultats, le bilan s'avère hautement critique : malgré l'ampleur des fonds déployés, ces ONG échouent globalement à instaurer un développement autonome et durable. Pire encore, leurs modes de fonctionnement génèrent des effets pervers majeurs, notamment un « effet d'éviction » (*crowding out*) : en offrant des rémunérations plus attractives que les gouvernements locaux, elles siphonnent les talents et les professionnels qualifiés du secteur public, vidant ainsi les institutions étatiques de leur substance. In fine, au lieu d'émanciper les populations, ces méthodes maintiennent des structures de dépendance et de subordination économique, agissant parfois comme un outil de contrôle néocolonial qui entrave la souveraineté des États africains.

STRATÉGIES DE LOBBYING INTERNATIONAL ET RAPPORTS DE FORCE POLITIQUES

Au-delà de leurs actions sur le terrain, les ONG occidentales sont également devenues des acteurs incontournables du lobbying international. Leur capacité à influencer sur les décisions politiques et à participer à la fabrication des normes globales est aujourd'hui bien documentée.

Steve Charnovitz pense dans son article Les ONG : deux siècles et demi de mobilisation : « Les ONG n'ont cessé de jouer un rôle de vigie, de pression, de transmission entre les sociétés civiles et les pouvoirs établis ». Jacques Serba lors d'un entretien pour l'IRIS sur « Les ONG aux Nations Unies, quel rôle pour quels enjeux ? » ajoute que « Les ONG sont devenues des interlocuteurs structurants dans les négociations onusiennes ; elles interviennent à tous les niveaux du cycle de décision ». Cette influence se manifeste également à Bruxelles, où, comme le note Thibault Kerlirzin dans la revue Conflits, « la présence de quelque 3 500 ONG dans les couloirs de Bruxelles en témoigne. Elles peuvent y présenter leurs revendications en répondant aux consultations publiques, et orchestrer de véritables campagnes d'influence, à l'instar du WWF ». Dans le contexte africain, ces stratégies ont permis à Médecins sans frontières, une ONG médicale humanitaire internationale d'alerter le monde sur la situation au Soudan et en République Démocratique du Congo en 2024 et 2025, dénonçant alors les nombreuses violences contre les populations civiles. Toutefois, ce pouvoir est source de controverse comme il représente une ingérence politique derrière l'image de l'action humanitaire. Sylvie Brunel va jusqu'à affirmer que « l'action humanitaire est l'exacte antithèse du développement » dans la mesure où elle impose des solutions venues d'ailleurs, sans considération suffisante pour les dynamiques économiques et culturelles locales. Ainsi l'aide internationale, tout en bénéficiant de son influence dans les instances internationales telles que l'ONU ou l'Union Européenne, va imposer sa vision et nuire aux territoires qu'elle souhaite pourtant aider.

LES ONG OCCIDENTALES, DES ORGANISATIONS NON EXEMPTES DE TOUTES CRITIQUES : L'AIDE AUX POPULATIONS VULNÉRABLES FACE À L'ACCUSATION D'UN NÉO-COLONIALISME HUMANITAIRE

L'aide aux populations vulnérables constitue historiquement l'une des justifications principales à la présence des ONG occidentales en Afrique. Ces organisations, issues de sociétés riches du Nord global, avancent un discours de solidarité internationale et de soutien humanitaire censé dépasser les frontières.

Elles interviennent dans plusieurs domaines (sanitaire, protection des droits humains et de l'environnement, aides sociales), dans le but d'améliorer les conditions de vies des Hommes et de lutter contre les diverses formes de précarité. Cependant, cette volonté d'agir pour le bien des autres ne fait pas l'unanimité et suscite de vives critiques. La critique principale porte sur les soupçons de néo-colonialisme humanitaire. En effet, malgré un discours prônant l'altruisme, les ONG occidentales mettent en place, sous une forme modernisée, des rapports de domination et de dépendance. Arturo Escobar dans son ouvrage *Encountering Development* publié en 1995, dénonce ce qu'il appelle une « fabrication du Tiers-Monde », c'est un processus par lequel les pays occidentaux construisent une représentation du Sud global comme éternellement déficient, dans le but implicite de l'assujettir à leurs modèles, leurs savoir et leurs interventions. Cette mise en scène du besoin justifie alors l'intervention constante d'ONG occidentales qui prônent leurs modes de pensées et leurs idées sur la manière dont les pays en voie de développement devraient s'organiser. Dambisa Moyo, économiste et ancienne analyste de la Banque mondiale, pousse cette critique plus loin en pointant les effets concrets et pervers de l'aide internationale sur les économies du Sud. Elle écrit alors dans son ouvrage *L'aide fatale* : « L'aide empêche les pays africains de se développer car elle remplace des initiatives internes par des ressources externes, créant une dépendance chronique ». Jean Christophe Rufin, diplomate et humanitaire, interroge le sens profond de cet engagement : « L'humanitaire, tel qu'il est conçu par les pays occidentaux, est-il autre chose qu'une façon moderne de poursuivre un rapport inégalitaire avec le reste du monde ? » Ce questionnement prend une forme concrète en Afrique où, dans certains territoires, des ONG occidentales apparaissent davantage comme des opérateurs exogènes que comme des partenaires des dynamiques locales. Le manque de coordination avec les institutions, l'insuffisante connaissance des cultures locales et la reproduction de schémas d'intervention calibrés sur des modèles européens peuvent entraîner des incompréhensions, voire des tensions. Patrick Coulombel, dans son appel à une refonte des pratiques humanitaires, déplore ces interventions improvisées et parfois contre-productives : « arrêtons l'amateurisme au nom de l'urgence », écrit-il en 2019.

Il souligne l'urgence de professionnaliser le secteur pour qu'il ne repose plus sur des approches empiriques fondées sur l'intuitif ou le symbolique, mais sur des compétences vérifiables, évaluables et intégrées dans des logiques systémiques de développement. Alors, dans un monde de plus en plus multipolaire, où de nouveaux acteurs émergent (ONG du Sud, mouvements altermondialistes, coopérations Sud-Sud), le modèle hégémonique de l'ONG occidentale est remis en question. Jérôme Larché met en lumière ce changement de paradigme en observant dans son ouvrage *Le déclin de l'empire humanitaire* paru en 2017 : « L'Humanitaire occidental à l'épreuve de la mondialisation voit son influence remise en cause par de nouveaux acteurs, souvent plus légitimes localement ». Ce constat impose une remise en question de la légitimité de l'action humanitaire et la manière dont elle peut être repensée pour devenir une co-construction avec les populations concernées, plutôt qu'une projection verticale d'idées et de savoirs préconçus. Ainsi, la question de l'aide aux populations vulnérables, si elle reste un objectif légitime, ne peut être séparée des critiques sur les logiques de pouvoir et de reproduction des inégalités qu'elle peut renforcer. Elle invite à réécrire le rôle des ONG en Afrique, non pas comme un Messie apportant des solutions déjà toutes pensées, mais comme une aide complémentaire aux territoires.

ENJEUX FINANCIERS ET D'IMAGE POUR LES ONG OCCIDENTALES

Enfin, il est impossible de dissocier l'action des ONG occidentales de leurs enjeux financiers et d'image. Leur survie dépend très largement de leur capacité à mobiliser des fonds, que ce soit auprès des États, des agences internationales, ou du grand public. Jean-Marie Fardeau pose la question : « D'où vient l'argent des ONG ? » La réponse révèle une forte dépendance à l'égard de financeurs publics et privés, ce qui induit des choix stratégiques parfois discutables. Le rapport *Global Humanitarian Assistance Report 2021* souligne que les financements internationaux sont très concentrés entre quelques grands réseaux ONG, renforçant les logiques de concurrence, voire de marché : « les ONG sont alors poussées à renforcer leur visibilité et leur attractivité plutôt qu'à garantir l'efficacité de leurs actions ».

Sylvie Brunel pointe ces dérives en déclarant : « Action contre la Faim illustre alors à merveille ces dérives : de plus en plus technicienne et bureaucrate, préoccupée par le souci de collecter des fonds pour faire tourner le business, fermant des missions jugées peu rentables [...], la structure est devenue le joujou des administrateurs, contre les apôtres. » Elle ajoute également « les véritables bénéficiaires des ONG sont en réalité le personnel surabondant de ces structures, notamment dans les ONG environnementales d'ailleurs, avec lesquelles les humanitaires entrent en concurrence pour capter des fonds. ». Ce que montrent ces critiques, c'est que l'action des ONG occidentales, loin d'être purement altruiste, s'inscrit dans des logiques de notoriété, de concurrence et de positionnement stratégique à l'échelle internationale. Barnett et Weiss résument bien cette tension dans *Humanitarianism in Question* : « L'humanitaire est inséparable des questions de pouvoir, d'intérêts et de choix éthiques complexes. Il n'existe pas d'aide neutre. ». En conclusion, cette analyse critique des objectifs et des controverses associés aux ONG occidentales en Afrique invite à une remise en perspective de leur rôle. Si leur contribution peut être essentielle dans certains contextes, leur action ne peut échapper à une lecture politique, économique et symbolique. L'idéal humanitaire ne doit pas masquer les logiques d'influence, les intérêts financiers, ni les asymétries de pouvoir qui sous-tendent bien souvent leur activité.

REPENSER L'INTERVENTION HUMANITAIRE : LE SOUTIEN AUX ONG LOCALES PLUTÔT QUE LA SUBSTITUTION PAR DES STRUCTURES OCCIDENTALES

Pendant de nombreuses décennies, l'action des ONG occidentales en Afrique a été structurée autour d'une logique d'intervention directe. Ces interventions, bien qu'animées par des intentions humanitaires louables, ont souvent souffert d'un déficit d'ancrage local. En imposant des programmes préconçus, sans réelle consultation ni participation des bénéficiaires, ces organisations ont parfois aggravé les déséquilibres existants. La logique descendante, où des experts internationaux dictent les priorités et les modalités d'action, a eu pour effet d'affaiblir les capacités des acteurs locaux et d'alimenter une forme de dépendance à l'aide extérieure.

Cette situation a conduit de nombreux chercheurs et praticiens à plaider pour une redéfinition des modalités de la coopération internationale. Il s'agit de passer d'une logique d'intervention à une logique d'appui, axée sur le renforcement des capacités locales, la formation des ressources humaines et le transfert de compétences. Cette approche suppose de reconnaître les savoirs locaux, de respecter les dynamiques communautaires et de construire des solutions endogènes, adaptées aux réalités du terrain. Le soutien aux ONG locales est d'autant plus crucial que celles-ci disposent souvent d'un capital de confiance supérieur à celui des structures occidentales. Elles sont mieux ancrées dans le tissu social, disposent de réseaux informels efficaces et comprennent mieux les enjeux culturels et politiques locaux. En les soutenant au lieu de les supplanter, les ONG internationales favorisent l'émergence d'un écosystème associatif plus résilient et plus autonome.

RENDRE DES COMPTES LOCALEMENT : DIALOGUER DIRECTEMENT AVEC LES POPULATIONS CONCERNÉES

La dernière dimension indispensable d'une coopération équilibrée concerne la redevabilité. Rendre des comptes ne doit pas seulement s'adresser aux bailleurs internationaux. Cela suppose aussi un engagement clair à l'égard des populations locales. Trop souvent, ces dernières ne sont pas associées à l'élaboration des projets, ni informées des résultats obtenus. Cela crée un sentiment de dépossession, voire de méfiance à l'égard des ONG. Le manuel publié par le Nutrition Cluster insiste sur la nécessité de mettre en place des mécanismes de redevabilité vis-à-vis des communautés bénéficiaires. Il recommande l'adoption de dispositifs de retour d'information, de consultations communautaires systématiques, et de dispositifs d'évaluation participatifs. Ces outils visent à renforcer la transparence, mais aussi à permettre aux populations concernées de jouer un rôle actif dans la définition et l'orientation des actions qui les concernent. De son côté, Vision Mondiale Internationale, dans son rapport de redevabilité de 2014, met en lumière les bénéfices d'une telle approche : amélioration de la qualité des projets, meilleure adaptation aux besoins réels, et consolidation du lien de confiance entre ONG et bénéficiaires. L'organisation précise que « la redevabilité ne se limite pas à un exercice administratif, mais constitue un processus continu de dialogue, de respect mutuel et de co-construction ».

L'organisation précise que « la redevabilité ne se limite pas à un exercice administratif, mais constitue un processus continu de dialogue, de respect mutuel et de co-construction ».

En conclusion, repenser l'aide en Afrique et ailleurs implique une triple transformation : passer d'une logique d'intervention à une logique d'appui, soutenir activement les ONG locales au lieu de les marginaliser, et rendre des comptes non seulement aux bailleurs, mais aussi et surtout aux populations concernées. Ce changement de paradigme est non seulement une exigence éthique, mais aussi une condition de réussite des actions de coopération dans un contexte de plus en plus complexe et fragmenté.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque mondiale. (2013, 14 avril). Le développement conduit par les communautés : Profil de résultats. <https://www.banquemonde.org/fr/results/2013/04/14/community-driven-development-results-profile>
- Barnett, M., & Weiss, T. G. (2008). Humanitarianism in Question: Politics, Power, Ethics. Cornell University Press.
- Brunel, S. (2024). Entretien avec Sylvie Brunel. Conflits, (54), 82.
- Charnovitz, S. (2002). Les ONG : deux siècles et demi de mobilisation. L'Économie politique, (13). Alternatives économiques.
- Convention sur la diversité biologique. (2020). Renforcement des capacités, coopération technique et scientifique, et transfert de technologie (Document SBI/3/7). <https://www.cbd.int/doc/c/ead3/b5dd/df01b8167fecf8371fce3438/sbi-03-07-fr.pdf>
- Coulombel, P. (2019). Arrêtons l'amateurisme au nom de l'Urgence. NBE éditions.
- Development Initiatives. (2021). Global Humanitarian Assistance Report 2021. <https://devinit.org/resources/climate-finance-earning-trust-through-consistent-reporting/executive-summary/>
- Escobar, A. (1995). Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World. Princeton University Press.
- Fardeau, J.-M. (1998). D'où vient l'argent des ONG ? Alternatives Économiques, (35). <https://www.alternatives-economiques.fr/dou-vient-largent-ong/00052912>
- Géoconfluences. (s. d.). Organisation non-gouvernementale (ONG). École Normale Supérieure de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/organisation-non-gouvernementale-ong>
- Kerlirzin, T. (2024). ONG – Bras armés des États : Les feuilles de vigne de l'ingérence étatique. Conflits, (54), 82.
- Larché, J. (2017). Le Déclin de l'empire humanitaire. L'humanitaire occidental à l'épreuve de la mondialisation. Fondation pour la recherche stratégique / L'Harmattan.

Moyo, D. (2009). L'aide fatale : Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique. Jean-Claude Lattès.

Nutrition Cluster. (2020). La redevabilité envers les populations affectées : Manuel. https://www.nutritioncluster.net/sites/nutritioncluster.com/files/2020-10/Redevabilité_envers_les_populations_affectées_manuel.pdf

Ringson, J. (2025). Beyond the Aid Paradigm: Neocolonialism, Recolonisation and the Future for Africa's Development. North-West University.

Rufin, J.-C. (1986). Le piège : Quand l'aide humanitaire remplace la guerre. J.-C. Lattès.

Serba, J. (2024). Les ONG aux Nations Unies : quel rôle pour quels enjeux ? (Entretien). IRIS. <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2024/01/ProgHumaDev-12.pdf>

Vision Mondiale Internationale. (2014). Rapport de redevabilité 2014. https://www.wvi.org/sites/default/files/WVI%20_AccountabilityReport_2014_FRE.pdf

LA CAN À L'ÉPREUVE DE LA MONDIALISATION : DU PANAFRICANISME MILITANT AU *SOFT POWER* NÉOLIBÉRAL

RÉDIGÉ PAR ABOUBACAR KONATÉ



Image n°8 : La cérémonie d'ouverture de la CAN 2025. © CAF Online

Le football africain n'a jamais été un sport confiné au terrain vert. Depuis sa genèse au milieu du XXe siècle, il a servi de vecteur puissant à l'émancipation anticoloniale, à l'unité panafricaine et à la résistance symbolique contre les hiérarchies raciales et impérialistes. À l'heure des indépendances massives, le sport est devenu pour les nouvelles nations décolonisées un espace de projection souveraine, où la victoire ne se mesurait pas seulement en buts, mais en reconnaissance diplomatique. Cette période d'émancipation a vu le football se muer en un véritable instrument de lutte, capable de défier les instances internationales pour imposer une voix africaine unie dans le concert des nations.

Pourtant, ce bastion de souveraineté subit aujourd'hui une érosion profonde sous les coups de boutoir d'une mondialisation asymétrique. À partir des années 1990-2000, la libéralisation des transferts et l'expansion des marchés européens ont transformé l'Afrique en un réservoir de talents exportés vers le Nord, intensifiant les mobilités migratoires des footballeurs africains vers les championnats européens et amplifiant les opportunités pour ces joueurs dans un contexte globalisé du football marchand (Poli et al., 2010).

Si la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) a longtemps conservé sa ferveur populaire, elle révèle désormais des fissures inquiétantes : captation des droits TV par des diffuseurs internationaux, dépendance aux infrastructures exogènes et focalisation médiatique sur les stars expatriées au détriment de l'ancrage local.

Décembre 2025 a été une rupture historique dans cet équilibre précaire. L'annonce d'une réforme radicale du calendrier de la CAN, alignant désormais la compétition sur les impératifs de la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) et des clubs européens, semble sceller la fin d'une certaine autonomie stratégique. Sous couvert de « modernisation et de stabilité financière », cette mutation interroge la place de la Confédération Africaine de Football (CAF) dans le système global : est-elle encore le garant d'un idéal panafricain ou est-elle devenue le relais d'un *soft power* néolibéral piloté depuis Zurich et les centres financiers mondiaux ? Une problématique se pose alors : comment expliquer la mutation accélérée de la CAN, d'un outil panafricain militant vers un événement de *soft power* néolibéral dominé par des intérêts exogènes ?

L'alignement institutionnel sur la FIFA, la diversification des influences, marquée par le retrait relatif de la Chine et la montée en puissance des acteurs du Golfe, ainsi que la marchandisation structurelle érodent-ils irrémédiablement la souveraineté sportive africaine, ou ouvrent-ils, paradoxalement, des voies de réappropriation et de résilience ?

Pour répondre, cet article mobilise un cadre théorique triangulaire articulé entre le néoréalisme (Waltz), le néolibéralisme institutionnel (Keohane) et la théorie de la dépendance (Bayart). L'article se déploie en trois mouvements. Le premier retrace la genèse panafricaine de la CAN et son rôle de bras armé diplomatique contre l'ordre colonial et l'apartheid (1957-1990). Le second examine le déploiement du soft power néolibéral entre 2024 et 2030. Le troisième interroge la fragmentation induite (inégalités, exclusion populaire) et les potentialités de résilience. Au final, cet article défend que la CAN reste un miroir privilégié des dynamiques géopolitiques contemporaines.

LA CAN, MIROIR DU PANAFRICANISME : GENÈSE ET ÉROSION D'UN IDÉAL (1957-2023)

La Confédération africaine de football (CAF) est fondée le 8 février 1957 au Caire par quatre nations fondatrices : l'Égypte, l'Éthiopie, le Soudan et l'Afrique du Sud, cette dernière étant alors représentée par sa fédération blanche. Elle naît dans un contexte historique chargé, trois ans après la conférence de Bandung (1955), à l'aube des indépendances massives et au cœur du mouvement panafricain militant. La création de la CAF n'est pas un événement sportif isolé, puisqu'elle s'inscrit dans une affirmation collective de souveraineté continentale face aux puissances coloniales et à une FIFA encore largement eurocentrique. Dès ses origines, la CAF se positionne comme un outil politique, ce que démontre l'exclusion immédiate de l'Afrique du Sud blanche en 1957, confirmée en 1961 par un boycott formel, marquant ainsi un acte symbolique fort contre l'apartheid. La CAF devient l'un des premiers organismes continentaux à imposer un isolement sportif à Pretoria, refusant de cautionner un régime raciste et affirmant que le football africain serait un espace d'égalité et de solidarité noire.

Ce choix reflète l'influence déterminante des leaders panafricanistes, en particulier Kwame Nkrumah au Ghana, indépendant depuis mars 1957. Nkrumah voit dans le football un puissant levier de *nation-building* et de projection panafricaine. Il investit dans les infrastructures, crée la *Central Organisation of Sports* (COS) et instrumentalise le sport pour promouvoir l'unité nationale et continentale, tout en projetant la « personnalité africaine » contre les stéréotypes coloniaux (Darby, 2013). Le sport africain a joué un rôle crucial sur la scène internationale. Le Conseil Supérieur du Sport en Afrique (CSSA), créé en 1965, est devenu le bras armé de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) pour coordonner le mouvement sportif et isoler le régime ségrégationniste. Sous l'impulsion de leaders comme Ohene Djan (directeur des sports ghanéen de 1960 à 1966), le Ghana organise des matchs symboliques (ex. Ghana-Kenya 1965) et remporte deux CAN consécutives (1963 et 1965), transformant les Black Stars en étendard panafricain. Ce surnom est inspiré de la *Black Star Line* de Marcus Garvey (Nicolas & Vonnard, 2019).

L'Égypte remporte la première édition (4-0 contre l'Éthiopie en finale), posant les bases d'une compétition exclusivement africaine, sans ingérence extérieure majeure. Les éditions suivantes (Égypte 1959, Éthiopie 1962, Ghana 1963, Tunisie 1965) coïncident avec la vague des indépendances et renforcent le sentiment d'appartenance collective. Comme l'analyse Paul Darby dans son étude sur le Ghana de Nkrumah, le football devient un « instrument de protestation et de résistance au colonialisme et à l'impérialisme culturel », un espace où les nations nouvellement indépendantes projettent leur souveraineté et leur égalité avec l'Europe (Darby, 2013).

L'instrumentalisation politique du sport africain s'est manifestée par des actions d'éclat, à commencer par le boycott continental des qualifications pour la Coupe du Monde 1966. Orchestré par Nkrumah et relayé par la CAF, ce boycott (15 équipes africaines se retirent) proteste contre deux injustices : le refus de la FIFA d'accorder une place automatique à l'Afrique (seulement un barrage intercontinental) et la tentative de réintégration de l'Afrique du Sud apartheid. Ce geste hautement politisé, analysé par Darby comme reflet de la vision panafricaine de Nkrumah, force la FIFA à suspendre à nouveau l'Afrique du Sud et pose les bases d'une représentation africaine accrue (première place dédiée en 1970) (Darby, 2010).

LE *SOFT POWER* NÉOLIBÉRAL À L'ŒUVRE : STRATÉGIES D'INFLUENCE ET DÉPENDANCE STRUCTURELLE (2024-2030)

De 1957 aux années 1970-1980, notamment sous la présidence influente de Ydnekachew Tessema (CAF, 1972-1987), la CAN s'inscrit pleinement dans les dynamiques politiques du continent. Elle demeure alors un miroir fidèle du panafricanisme militant, en tant qu'outil d'émancipation, de solidarité anti-raciste et d'unité politique, loin des logiques purement commerciales qui domineront plus tard (Alegi, 2010).

Cependant, à partir des années 1990-2000, la mondialisation du football accélère l'érosion de cet idéal originel. L'arrêt Bosman (1995) et la libéralisation du marché des joueurs transforment l'Afrique en réservoir de talents bon marché pour les championnats européens. L'*exodus* massif devient structurel : en 2023, plus de 80 % des internationaux africains évoluent en Europe (*Africa Top sports*, 2026), privant les championnats locaux de leurs meilleurs éléments et les fédérations de revenus substantiels. Raffaele Poli qualifie cela de « nouvelle division internationale du travail » dans le football dans la mesure où l'Afrique comme périphérie productrice de talents bruts, tandis que l'Europe constitue le centre de consommation et de valorisation économique (Poli, 2010). Paul Darby parle d'une « extension de l'exploitation néocoloniale », où les migrations de talents reproduisent des schémas de dépendance hérités du colonialisme (Darby, 2007, cité dans Poli, 2006). Ce *muscle drain* (ou « *brain drain* sportif ») crée une dépendance économique asymétrique. Les clubs européens captent les joueurs formés en Afrique (souvent via académies *low-cost* ou réseaux d'agents), tandis que les retombées financières (salaires, transferts, droits d'image) reviennent majoritairement au Nord. Parallèlement, la CAF commence à dépendre de la FIFA pour ses financements (FIFA *Forward* depuis 2016 : environ 1 Milliard de dollars injectés), et les intérêts commerciaux exogènes s'infiltrent : *sponsoring* multinational, droits TV vendus à des chaînes qataries ou européennes, focalisation médiatique sur les stars binationales qui déconnectent la CAN de ses réalités locales (Poli, 2006).

Les CAN 2019 (Égypte) et 2023 (Côte d'Ivoire) cristallisent ces fissures avec une ferveur populaire intacte dans les stades, mais une organisation marquée par des partenariats extérieurs, des prix élevés et une visibilité dominée par les joueurs expatriés. De 1957 à 2023, la CAN passe ainsi d'un symbole d'unité et de résistance à un événement de plus en plus intégré aux logiques globales du football, préfigurant les mutations radicales des années 2024-2030.

La période 2024-2030 constitue un moment charnière dans l'histoire du football africain. Sous la présidence de Patrice Motsepe depuis 2021, la Confédération africaine de football (CAF) accélère un virage structurel vers un modèle néolibéral, dominé par des logiques d'interdépendance asymétrique et de *soft power* institutionnel. Ce tournant ne saurait être réduit à une simple adaptation technique au calendrier mondial, car il incarne, au contraire, une reconfiguration profonde des rapports de puissance au sein du système footballistique global, où la CAF, autrefois vecteur d'émancipation panafricaine, se trouve progressivement reléguée au statut d'acteur périphérique. Cette évolution s'inscrit dans une tension théorique triangulaire déjà esquissée qui met en lumière l'anarchie persistante du football mondial, où la FIFA exerce une hégémonie de fait en imposant ses priorités pour préserver les intérêts des ligues européennes dominantes. Cette même tension révèle comment les mécanismes de coopération (financements, règles communes, audits) masquent une perte d'autonomie réelle. La théorie de la dépendance, revisitée par des auteurs comme Samir Amin, explique comment les flux économiques (talents, capitaux, infrastructures) perpétuent une structure centre-périphérie qui vide le football africain de sa souveraineté substantielle.



Image n°9 : Le Président de la Confédération Africaine de Football (CAF) félicite le Président Gianni Infantino pour sa réélection en tant que Président de la FIFA en 2023 © CAF Online

La période 2024-2030 constitue un moment charnière dans l'histoire du football africain. Sous la présidence de Patrice Motsepe depuis 2021, la Confédération africaine de football (CAF) accélère un virage structurel vers un modèle néolibéral, dominé par des logiques d'interdépendance asymétrique et de soft power institutionnel. Ce tournant ne saurait être réduit à une simple adaptation technique au calendrier mondial, car il incarne, au contraire, une reconfiguration profonde des rapports de puissance au sein du système footballistique global, où la CAF, autrefois vecteur d'émancipation panafricaine, se trouve progressivement reléguée au statut d'acteur périphérique. Cette évolution s'inscrit dans une tension théorique triangulaire déjà esquissée qui met en lumière l'anarchie persistante du football mondial, où la FIFA exerce une hégémonie de fait en imposant ses priorités pour préserver les intérêts des ligues européennes dominantes. Cette même tension révèle comment les mécanismes de coopération (financements, règles communes, audits) masquent une perte d'autonomie réelle. La théorie de la dépendance, revisitée par des auteurs comme Samir Amin, explique comment les flux économiques (talents, capitaux, infrastructures) perpétuent une structure centre-périphérie qui vide le football africain de sa souveraineté substantielle.

Le point de bascule institutionnel survient le 20 décembre 2025, à la veille du coup d'envoi de la CAN 2025 au Maroc. Lors d'une conférence de presse à Rabat, la capitale du Maroc, Patrice Motsepe annonce officiellement le passage de la Coupe d'Afrique des Nations à une périodicité quadriennale à compter de 2028 (ESPN, 2025). L'édition 2027, co-organisée par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, est maintenue comme prévu, suivie d'une édition transitoire en 2028, avant un cycle définitif tous les quatre ans (prochaine édition en 2032). Pour combler le vide créé par la suppression de la biennalité historique qui générait historiquement jusqu'à 80 % des revenus de la CAF, Motsepe lance simultanément une *African Nations League* annuelle à partir de 2029. Cette compétition implique les 54 fédérations nationales, est structurée en phases de groupes géographiques, se déroule pendant les fenêtres FIFA de septembre-octobre et se conclut par des finales en novembre, tout en excluant explicitement les années de Coupe du Monde (CAF Online, 2025). Présentée par Motsepe comme une « modernisation nécessaire » et un gage de « stabilité financière et de qualité sportive », cette réforme s'aligne explicitement sur le calendrier FIFA et sur le modèle européen (Ligue des Nations UEFA).

Pourtant, elle suscite d'emblée une contestation virulente parmi les entraîneurs, les présidents de fédérations et une partie de l'opinion africaine. Plusieurs voix ont dénoncé un manque de consultation préalable des membres de la CAF avant l'annonce du passage de la CAN à une périodicité quadriennale, estimant qu'elle avait été influencée par des pressions externes venues de Zurich pour éviter tout chevauchement avec le *Club World Cup* élargi et préserver les intérêts des clubs européens qui emploient la majorité des internationaux africains. Reuters note que Patrice Motsepe a rejeté ces allégations d'ingérence, tout en reconnaissant que la CAF aurait pu mieux expliquer sa décision à ses parties prenantes africaines (Reuters, 2026). Par ailleurs, la couverture de *The Guardian* a également souligné, dans d'autres contextes liés à la gouvernance de la CAF, les critiques persistantes sur le leadership institutionnel et les appels à davantage de transparence et de responsabilité (The Guardian, 2026). La présence du secrétaire général de la FIFA, Mattias Grafström, aux côtés de Motsepe lors de l'annonce initiale ne fait qu'augmenter les soupçons d'une influence structurelle. Motsepe tente de désamorcer la critique en janvier 2026 : « Toute suggestion que la CAF est contrôlée par la FIFA est absurde », tout en admettant un « manque de communication », mais cette posture défensive révèle une contradiction discursive profonde. Le discours officiel d'autonomie et de bénéfice continental masque une interdépendance contrainte, typique du néolibéralisme institutionnel keohanien où les institutions internationales créent des normes qui profitent asymétriquement aux acteurs dominants (Sportstar/The Hindu, 2026).

Cette érosion du calendrier s'accompagne d'une star-systématisation accélérée qui déconnecte la CAN de ses ancrages populaires et renforce l'extraversion des talents. La finale de la CAN 2025 au Maroc, initialement remportée par le Sénégal face aux Lions de l'Atlas (1-0 après prolongation, but de Pape Gueye à la 94e minute dans un match marqué par un chaos arbitral avec un penalty controversé accordé au Maroc en fin de temps réglementaire, protestations sénégalaises, retard de 16 minutes et penalty raté de Brahim Díaz), illustre parfaitement ce décalage (The Guardian, 2026). Si des évolutions décisionnelles sont intervenues *a posteriori*, celles-ci, survenues plusieurs semaines après la rencontre, demeurent contestées et n'en altèrent pas la perception générale ni les dynamiques analysées ici.

Les prix des billets prohibitifs, l'exclusion partielle des supporters locaux et la focalisation médiatique sur les joueurs internationaux évoluant en Europe transforment l'événement en spectacle globalisé plutôt qu'en fête continentale. Comme l'analysent Raffaele Poli et Paul Darby depuis plus d'une décennie, cette « nouvelle division internationale du travail » dans le football place l'Afrique dans une position de périphérie productrice de talents bruts, tandis que l'Europe (et désormais les clubs du Golfe) en capte la valorisation économique (Poli, 2012). Une large majorité des internationaux africains évoluent aujourd'hui dans des championnats européens, tandis qu'environ un tiers des joueurs de la CAN sont issus de la diaspora née hors du continent. Une large majorité des internationaux africains évoluent encore dans des championnats européens en 2026. Les transferts, les salaires et les droits d'image alimentent ainsi les économies du centre, privant les championnats locaux de leurs meilleurs éléments et les fédérations de revenus directs. Ce processus, loin d'être neutre, reproduit les schémas néocoloniaux décrits par la théorie de la dépendance dans la mesure où l'Afrique exporte sa matière première sportive sans contrôler les chaînes de valeur, accentuant une dépendance structurelle qui mine la souveraineté sportive (Poli, 2010).

Au-delà du calendrier et de la marchandisation des vedettes, la tutelle institutionnelle de la FIFA s'exerce à travers un arsenal de mécanismes néolibéraux sophistiqués qui institutionnalisent la dépendance. Le programme FIFA *Forward*, doté d'environ un milliard de dollars injectés en Afrique depuis 2016 (estimé à 1,28 milliard USD d'ici fin 2026, dont 1,08 milliard pour les 54 associations membres), constitue l'outil principal : financements pour les infrastructures, les académies et le développement administratif sont conditionnés à un alignement strict sur les normes et le calendrier de Zurich (FIFA, 2025). Les audits récurrents et les missions de normalisation dans les fédérations nationales (cas documentés au Sénégal et ailleurs en 2025-2026) créent une surveillance permanente qui limite la marge de manœuvre de la CAF. Cette dernière gagne en ressources techniques et financières, mais perd en autonomie stratégique, car toute décision majeure (calendrier, format des compétitions) doit désormais passer par l'approbation implicite ou explicite de la FIFA.

Dans un système anarchique du football mondial, la FIFA, forte de son monopole sur les règles et les compétitions phares, impose sa volonté hégémonique pour protéger les intérêts des ligues européennes, qui représentent le véritable centre économique. Bien que Patrice Motsepe conteste l'existence de toute forme de tutelle, l'analyse des dynamiques structurelles suggère que la CAF demeure contrainte d'adapter ses priorités aux exigences extérieures, au risque de voir ses financements conditionnés ou suspendu.

Cette dépendance institutionnelle s'articule avec des dynamiques infrastructurelles et géopolitiques plus larges, où la « diplomatie des stades » et les nouveaux parrains exogènes accentuent l'extraversion. Les investissements chinois dans les stades de la CAN 2023 (Côte d'Ivoire) et 2025 (Maroc) ont longtemps symbolisé une forme de *soft power* alternatif. Cependant, les données actualisées du *Boston University Chinese Loans to Africa Database* (mise à jour 2025) révèlent un retrait stratégique. Les nouveaux engagements chinois en Afrique chutent à seulement 2,1 milliards de dollars en 2024, soit une baisse de 46 % par rapport à 2023, avec un recentrage sur un nombre limité de projets sélectifs et une préférence pour le yuan (Boston University Global Development Policy Center, 2025).

Pékin pivote vers une logique de *selective engagement*, réduisant les méga-prêts infrastructurels au profit de partenariats plus ciblés et moins risqués. Ce retrait laisse un vide que comblent partiellement les puissances du Golfe (Qatar, Arabie Saoudite, Émirats), dont le sponsoring massif via les droits TV, les partenariats CAF et les investissements directs redessine les alliances géopolitiques. Ces acteurs projettent un *soft power* culturel et économique, concept néo-nyéen revisité dans le contexte sportif par des travaux récents sur le Qatar et l'Arabie Saoudite, qui diversifie les sources de dépendance sans les supprimer. La CAF gagne ainsi en visibilité et en liquidités, mais au prix d'une captation accrue des flux financiers par des intérêts non africains. Le risque des « éléphants blancs », stades surdimensionnés, sous-utilisés et coûteux en maintenance, persiste, illustrant parfaitement l'extraversion bayartienne : l'Afrique mobilise des ressources externes pour des projets dont les retombées échappent en grande partie au continent (Bayart, 1989/2006).

Enfin, la marchandisation du spectacle parachève ce tableau d'une souveraineté érodée. Bien que les matchs de la CAN restent physiquement organisés sur le continent (Maroc 2025, Afrique de l'Est 2027), les revenus sont largement captés par des diffuseurs internationaux (qataris, européens ou golfe), tandis que les supporters locaux font face à des tarifs prohibitifs et à une logique d'audience globale qui privilégie le spectacle télévisuel au détriment de l'ancrage populaire. Cette délocalisation financière, combinée à la star-systématisation, transforme la CAN en produit néolibéral déconnecté de ses racines panafricaines. On y remarque un *soft power* qui profite aux centres économiques mondiaux plutôt qu'à la solidarité continentale. À l'horizon 2030, ces mutations risquent d'accentuer les inégalités intra-africaines (domination des nations riches en talents exportés), d'affaiblir la cohésion sociale autour du football et de réduire la CAF à un simple intermédiaire dans un système dominé par la FIFA et les acteurs financiers globaux (Darby, 2007).

Le *soft power* néolibéral qui se déploie entre 2024 et 2030 ne constitue pas une modernisation neutre, mais une reconfiguration des rapports de dépendance qui érode durablement la souveraineté sportive africaine. Loin d'être une simple adaptation technique, cette évolution révèle les limites du panafricanisme militant face à la puissance asymétrique des institutions globales et aux logiques d'extraversion économique. Elle pose une question centrale pour l'avenir, qui est de savoir si la CAF parviendra à réinventer une gouvernance autonome, ou restera-t-elle prisonnière d'un système qui, sous couvert de coopération, perpétue les hiérarchies héritées du XXe siècle ?

FRAGMENTATION ET RÉSILIENCE : QUEL AVENIR POUR LE FOOTBALL AFRICAIN ? (2024-2030)

Les réformes institutionnelles annoncées le 20 décembre 2025 et leurs répercussions en cours accentuent une fragmentation profonde du football africain tout en ouvrant paradoxalement des espaces de résilience et de réinvention (Al Jazeera, 2025). Loin d'être une simple conséquence technique du passage à la quadriennale de la CAN, cette période révèle une tension dialectique.

D'un côté, elle est marquée par des logiques centrifuges liées à la marchandisation néolibérale et à l'extraversion structurelle. De l'autre, elle laisse entrevoir des dynamiques d'émancipation et de réappropriation souveraine. On y voit l'inéluctable consolidation de la hiérarchie globale. La théorie de la dépendance, dans sa variante africaniste, explique comment la CAF, sous Motsepe, navigue entre soumission et tentative d'hybridation pour préserver une marge d'action minimale.

La fragmentation se manifeste d'abord par l'annonce de compétitions qui risquent de creuser les inégalités intra-contininentales. L'*African Nations League*, lancée officiellement en décembre 2025 pour démarrer en 2029, vise à compenser la perte de la CAN bisannuelle en garantissant une compétition annuelle de haut niveau impliquant les 54 sélections africaines (CAF Online, 2025). Structurée en phases de groupes géographiques, fenêtres FIFA et finales en novembre (hors années de Coupe du Monde), elle promet des confrontations prestigieuses (ex. Égypte-Maroc, Nigeria-Ghana, Sénégal-Côte d'Ivoire) et une visibilité accrue. Motsepe la présente comme un vecteur de développement et de qualité sportive, avec un partenariat explicite FIFA pour les aspects logistiques et financiers (ESPN, 2025). Pourtant, cette initiative soulève des craintes légitimes d'une « élite fermée », où les nations les plus performantes, disposant de joueurs expatriés en Europe, pourraient dominer les phases finales. Les fédérations plus faibles, souvent issues des pays les moins développés économiquement, risquent quant à elles d'être reléguées à des rôles subalternes. Les inégalités déjà visibles dans la *Champions League* CAF (domination chronique des clubs nord-africains et sud-africains) pourraient s'amplifier : l'*African Nations League*, si elle priorise les revenus TV et *sponsoring* au détriment d'une redistribution solidaire, accentuerait la fracture entre grands et petits du continent. Cette dynamique reproduit, à l'échelle africaine, les schémas de l'*UEFA Nations League*, où les divisions inférieures servent souvent de faire-valoir sans réelle mobilité ascendante. À l'horizon 2030, sans mécanismes corrects d'équité (quotas géographiques renforcés, fonds de solidarité substantiels), la nouvelle compétition pourrait fragmenter davantage la solidarité panafricaine, transformant le football en arène de reproduction des hiérarchies socio-économiques continentales (Poli, 2012).

Cette fracture s'aggrave par la marchandisation croissante de la passion populaire. Les supporters locaux, piliers historiques de la ferveur de la CAN, subissent une exclusion progressive par des prix de billets prohibitifs comme observé lors de la finale du 18 janvier 2026 à Rabat, avec des tribunes clairsemées au profit d'une audience globale qui privilégie le spectacle télévisuel au détriment de l'expérience vécue dans les stades. La CAN, autrefois rituel de mobilisation collective transcendant classes et ethnies, devient un produit premium, car les flux financiers reviennent majoritairement aux entités exogènes, tandis que les communautés locales paient le prix fort sans en récolter les bénéfices proportionnels. Cette marchandisation érode le capital social du football africain : la passion, autrefois vecteur d'unité et de résistance, risque de se diluer en consommation passive, accentuant les inégalités d'accès et affaiblissant le lien entre le sport et l'identité collective. On se tend vers la « dénationalisation » du football comme l'explique Poli.

Face à cette fragmentation, des signes de résilience émergent, esquissant les contours d'un panafricanisme sportif réinventé pour le XXI^e siècle. Certains acteurs, fédérations nationales progressistes, intellectuels du sport, mouvements de supporters, appellent à une gouvernance plus autonome de la CAF avec le renforcement des académies locales pour retenir les talents, une redistribution accrue des revenus (via un fonds de solidarité continental), et une négociation collective plus ferme avec la FIFA pour préserver des spécificités africaines (calendrier adapté aux saisons pluvieuses, formats inclusifs). La résilience passe aussi par une hybridation pragmatique voire d'accepter certains apports néolibéraux (financements FIFA *Forward*, partenariats golfe pour infrastructures) tout en les subordonnant à des objectifs souverains (valorisation des championnats locaux, formation endogène, diplomatie sportive intra-africaine). Des initiatives émergentes, comme les investissements dans les infrastructures durables ou les campagnes pour une meilleure représentation africaine à la FIFA, témoignent d'une capacité d'adaptation. À plus long terme, réinventer le panafricanisme signifie recentrer le football sur ses fonctions sociales par des outils de cohésion nationale, de *soft power* continental (ex. via des tournois régionaux renforcés comme ceux de la CECAFA ou de l'UFOA), et de projection identitaire face aux défis globaux.

L'avenir du football africain à l'horizon 2030 dépendra de la capacité de la CAF et de ses acteurs à transformer la fragmentation actuelle en opportunité de réappropriation. Sans une gouvernance renforcée, une solidarité intra-continente revitalisée et une résistance concertée à l'extraversion structurelle, le risque est grand de voir le football africain se réduire à une périphérie spectaculaire au service des centres mondiaux. Inversement, une réinvention audacieuse combinant réalisme économique et fidélité à l'héritage panafricain militant pourrait faire émerger un modèle hybride, souverain et inclusif, où la CAN et ses dérivés deviendraient des vecteurs de dignité collective plutôt que des instruments de dépendance.

CONCLUSION

Pourtant, 2030 n'est pas une fatalité de soumission. La résilience existe puisque la nouvelle *African Nations League*, si elle priorise qualité et inclusion, pourrait compenser la perte de ferveur bisannuelle et renforcer les infrastructures locales. Des stratégies de réappropriation émergent déjà, tant par l'investissement dans les académies africaines (modèles sénégalais, maliens, ivoiriens) et les coalitions régionales pour négocier droits TV et sponsoring, que par le plaidoyer pour une gouvernance CAF plus transparente et autonome. On observe également une hybridation pragmatique, avec des partenariats équilibrés limitant le recours à une dette excessive. Réinventer le panafricanisme du XXI^e siècle passe par une dignité souveraine afin de valoriser la passion populaire (prix accessibles, inclusion supporters), retenir les talents via incitations, et transformer le football en levier de développement endogène plutôt qu'en produit d'exportation.

Finalement, la CAN reste un miroir fidèle des dynamiques géopolitiques contemporaines, entre tutelle exogène et quête d'autonomie, le football africain est à un carrefour. Si la dépendance structurelle l'emporte, l'idéal panafricain militant risque de s'effacer derrière un *soft power* marchand. Cependant si les acteurs africains comme les fédérations, les joueurs, les supporters, les dirigeants parviennent à réapproprier le jeu, la CAN pourrait redevenir, non pas un événement aligné sur Zurich, mais un symbole renouvelé d'unité, de solidarité et de souveraineté continentale. L'avenir du football africain dépendra moins des calendriers imposés que de la volonté collective de résister à l'extraversion et de réinventer, sur le terrain vert comme dans les instances, un panafricanisme adapté aux défis du XXI^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Alegi, P. (2010). *African Soccerescapes: How a Continent Changed the World's Game*. Ohio University Press.

Bayart, J.-F. (2006). *L'État en Afrique : La politique du ventre* (2e éd.). Fayard. (Ouvrage original publié en 1989).

Darby, P. (2003). *Gaelic Sport and the Irish Diaspora in the United States*. University College Dublin Press.

Darby, P. (2013). *Africa, Football and FIFA: Politics, Colonialism and Resistance*. Routledge.

Keohane, R. O. (1984). *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*. Princeton University Press (Pucgoias).

Nicolas, J., & Vonnard, P. (2019). *The History of FIFA: 100 Years of World Football*. Éditions de la Martinière.

Waltz, K. N. (1979). *Theory of International Politics*. McGraw-Hill.

Articles scientifiques et académiques

Darby, P. (2007). *The African Football Labour Migration to Europe: A Neo-colonial Exploitation?* Northeastern University's Center for the Study of Sport in Society.

Poli, R. (2012). *L'Afrique dans le marché mondial du football : les migrations de joueurs entre espoirs et réalités*. Université de Neuchâtel.

Poli, R., Ravenel, L., & Besson, R. (2010). *Les trajectoires des footballeurs africains à la lumière de la mondialisation*. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 250, 235-252.

Sources institutionnelles et Bases de données

Boston University Global Development Policy Center. (2025). *Chinese Loans to Africa Database: 2025 Update*. Boston University.

CAF Online. (2025, 22 décembre). *CAF launches exciting new African Nations League and guarantees that CAF will host, every year, a world class Senior National Team Competition*. CAF Official Website.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse et Médias

Al Jazeera. (2025, 20 décembre). AFCON moves to 4-year cycle as new Africa Nations League created. Al Jazeera News.

ESPN. (2025, 20 décembre). CAF move AFCON to every four years, launch new African Nations League - Patrice Motsepe. ESPN.

The Guardian. (2026, 19 janvier). Pape Gueye fires Senegal to Afcon glory against Morocco after walk-off chaos. The Guardian.

Reuters. (2026, janvier). Le président de la CAF rejette l'accusation d'influence de la FIFA. Reuters.

Sportstar/The Hindu. (2026, janvier). CAF president rejects accusation of FIFA influence behind making AFCON quadrennial event. Sportstar.

Webographie et Archives numériques

Coffey, J. (2023). AFCON Archives 1960s: Ghana's Black Stars do the double. SportsGazette.

Gettyimage Sport. (1996). Coupe d'Afrique des Nations archives. Getty Images.

DOSSIER

LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

SOMMAIRE

30 INTRODUCTION
LOUISE LECOMTE

31 LE CONFLIT AMÉRICANO-IRANIEN
MATIS BONTAZ

37 JUSQU'OUÙ LA FRANCE PEUT-ELLE S'IMPLIQUER ?
CLAIRE AUBRET

41 RÉTRO INGÉNERIE EN IRAN
VICTOR BLANC

Introduction

RÉDIGÉE PAR LOUISE LECOMTE

Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël ont déclenché un conflit majeur au Moyen-Orient, à travers une attaque de missiles coordonnée contre l'Iran. Lors de ces diverses frappes, l'ayatollah Ali Khamenei, Guide Suprême iranien depuis 1989, a été assassiné. Ce tournant historique a bouleversé le régime des mollahs, ainsi que les Iraniens et Iraniennes. D'un point de vue national, on assiste à un changement politique de grave ampleur. D'un point de vue international, Donald Trump vient de faire basculer le monde dans « une nouvelle guerre » qui ne semble pas trouver de perspectives pérennes (France Info, 2026). En effet, ses ambitions pour la région provoquent une instabilité et une violence inouïe à l'égard des civils.

Depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, la région est en proie à une montée des violences et à l'insécurité. En effet, le conflit israélo-palestinien a déséquilibré les relations entre les pays du Golfe, et a indirectement posé le contexte du conflit actuel. L'implication du régime des mollahs a démontré une menace grandissante, notamment sur le sujet du nucléaire. Dans cette lignée, depuis sa réélection en 2024, Donald Trump a souhaité renforcer sa présence au Moyen-Orient, tout particulièrement à travers son alliance avec l'État Hébreu. Le président américain a rapidement considéré l'Iran comme une menace sécuritaire et mène désormais sa propre guerre contre ce pays.

De nombreux pays se sont retrouvés impliqués dans ce conflit. D'une part, la France reste appelée à soutenir les actions du président américain dans la région. Pour rappel, les soldats français de l'opération Chammal¹ sont toujours sur le sol Irakien. Ainsi, les soldats français sont pris pour cible par les milices locales chiites, proches de l'Iran, et ce depuis le début des hostilités. Dans la nuit du 12 au 13 mars, l'adjudant-chef du 7e bataillon des chasseurs Alpains de Varcès, Arnaud Frion a été victime d'une attaque de drone dans le Kurdistan Irakien. L'attaque a également blessé plusieurs soldats français sur la base de Mala. D'autre part, les pays du Golfe² sont tout autant victimes d'attaques de missiles et de drones. En parallèle des attaques directes, les capitales de la région reçoivent des débris de missiles provoquant des explosions massives et par conséquent la destruction de nombreux bâtiments. À titre d'exemple, l'Arabie Saoudite a intercepté 61 drones dans la nuit du 15 au 16 mars (Cherica, 2026), provoquant des tensions au sein du trafic aérien de la région. Enfin, le Liban se retrouve de nouveau dans la tourmente (Houry Helou, 2026) entre Israël et le Hezbollah³. Ce dernier, allié de l'Iran, a lancé des missiles sur l'État israélien, qui a riposté ardemment en retour. Le pays est aujourd'hui redevenu un théâtre d'affrontement, aggravant ses difficultés économiques, sociales et politiques déjà omniprésentes.

À ce jour, il est difficile d'anticiper l'évolution du conflit au-delà du précaire cessez-le-feu instauré le 8 mars 2026. Donald Trump bouscule le Moyen-Orient, et particulièrement les populations civiles. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, plus de 100 000 Iraniens ont quitté Téhéran « dans les deux jours ayant suivi les premières frappes » (ONU Info, 2026). Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, 700 000 habitants ont été déplacés à travers le Liban le 10 mars 2026 (UNHCR, 2026). Les ambitions du président américain dépassent le conflit en tant que tel. Les conséquences s'aggravent chaque jour et il devient urgent de subvenir aux besoins des civils. Suite à son entretien avec l'ambassadeur Iranien auprès des Nations Unies, António Guterres a déclaré, le 3 mars dernier, avoir exprimé son espoir d'une « fin rapide du conflit et d'un retour au dialogue dans l'intérêt de la stabilité régionale » (ONU Info, 2026).

1 L'Opération Chammal a été lancée le 19 septembre 2014 par la France dans le but de soutenir les forces irakiennes engagées dans la lutte contre Daech. 600 militaires français ont été déployés et intégrés à la Coalition internationale. Cette dernière tente de permettre aux autorités locales d'assurer la sécurité de l'Irak par elles-mêmes. Depuis 2022, les forces de la Coalition ne conduisent plus d'opérations militaires au sol. (Ministère des Armées, 2023)

2 Les pays du Golfe sont l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, les Émirats Arabes Unis, le Koweït, le Qatar et Oman.

3 Le Hezbollah est un mouvement armé et un parti islamiste chiite, signifiant « Parti de Dieu ».



LE CONFLIT AMÉRICANO-IRANIEN : DES MOYENS MILITAIRES DISPROPORTIONNÉS

RÉDIGÉ PAR MATIZ BONTAZ



Image n°10 : Des chasseurs de l'US Navy stationnés sur le pont d'envol de l'USS Abraham Lincoln, le 3 mars 2026, © US Navy

Le 3 janvier 2020, un drone américain MQ-9 Reaper frappait le convoi du général Qassem Soleimani à l'aéroport international de Bagdad. En quelques secondes, l'une des figures les plus puissantes du dispositif sécuritaire iranien disparaissait dans une boule de feu. Commandant de la Force Qods des Gardiens de la Révolution islamique, architecte de l'influence régionale de Téhéran au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen, Soleimani incarnait à lui seul la doctrine de guerre asymétrique développée par l'Iran depuis la révolution de 1979. La réplique iranienne ne tarda pas : une salve de missiles balistiques Qiam s'abattit sur la base américaine d'Aïn al-Assad en Irak. Aucun soldat américain ne fut tué — les États-Unis avaient été avertis en amont —, mais le message était sans ambiguïté : l'Iran pouvait frapper directement les forces américaines sur leur sol de déploiement.

Cet échange illustre avec une clarté saisissante la nature profondément asymétrique d'une confrontation qui structure le Moyen-Orient depuis plus de quarante ans.

D'un côté, la première puissance militaire mondiale, dotée d'un budget de défense dépassant les 800 milliards de dollars annuels, d'une marine déployée en permanence dans le Golfe persique et d'un arsenal nucléaire de plusieurs milliers de têtes. De l'autre, une République islamique sous embargo permanent, privée d'accès aux équipements militaires occidentaux depuis 1979, mais qui a développé une doctrine originale reposant sur la guerre par procuration, la prolifération de missiles balistiques et, de plus en plus, les capacités cyber et les drones. La disproportion¹ des moyens conventionnels entre Washington et Téhéran est une réalité incontestable que les données quantitatives confirment amplement. Mais cette disproportion n'a pas empêché l'Iran de se construire, patiemment et méthodiquement, une posture de dissuasion régionale lui permettant de résister aux pressions américaines depuis plus de quatre décennies.

Dans quelle mesure la disproportion des moyens militaires conventionnels entre les États-Unis et l'Iran a-t-elle structuré les modalités du conflit et contraint chacun des acteurs à développer des stratégies alternatives ?

¹ La notion de « disproportion » dans les conflits armés est définie par le droit international humanitaire, notamment le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève (1977), art. 51. Appliquée aux capacités globales, elle renvoie ici à l'asymétrie structurelle des deux arsenaux.

Il conviendra d'analyser d'abord l'abîme capacitaire qui sépare les deux puissances sur le plan conventionnel, avant d'étudier comment l'Iran a su bâtir une doctrine de résistance fondée sur l'asymétrie, et enfin comment ce rapport de forces particulier a engendré une stabilité paradoxale maintenue dans une logique d'escalade contrôlée.

UN ABÎME CAPACITAIRE, LA PUISSANCE AMÉRICAINE FACE AUX CONTRAINTES IRANIENNES : UNE SUPÉRIORITÉ MILITAIRE AMÉRICAINE STRUCTURELLE

La comparaison des capacités militaires conventionnelles entre les États-Unis et l'Iran révèle un écart d'une ampleur rarement observée dans les confrontations géopolitiques contemporaines. Les États-Unis maintiennent en permanence dans la région du Golfe persique des forces considérables : un groupe aéronaval articulé autour d'un porte-avions de classe Nimitz ou Gerald R. Ford, capable de projeter plus de 90 appareils de combat à des centaines de kilomètres de ses côtes, des destroyers Aegis équipés de systèmes antimissiles de dernière génération, et plusieurs milliers de soldats déployés dans les bases de la région². Cette présence permanente, héritée des doctrines Carter et Reagan visant à garantir la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz, constitue un instrument de pression continue sur Téhéran.

La Force aérienne américaine dispose par ailleurs d'appareils sans équivalent dans l'arsenal iranien : les bombardiers furtifs B-2 Spirit, capables de frapper n'importe quel point du territoire iranien depuis la base de Whiteman dans le Missouri, les chasseurs F-22 Raptor et F-35 Lightning II, et une flotte de drones armés incluant les MQ-9 Reaper. L'Iran, lui, se trouve dans l'impossibilité structurelle de moderniser son aviation de combat depuis l'embargo de 1979 : ses F-14 Tomcat et F-4 Phantom, achetés sous le Shah, fonctionnent avec des pièces récupérées sur le marché noir ou fabriquées localement, et leur disponibilité opérationnelle reste très limitée.

L'IRAN SOUS EMBARGO : CONTRAINTES STRUCTURELLES ET ADAPTATIONS ENDOGÈNES

L'histoire militaire de l'Iran depuis 1979 est en grande partie l'histoire d'une adaptation forcée. Les sanctions américaines, puis multilatérales, ont progressivement étranglé les capacités d'importation iraniennes. Confrontée à l'invasion irakienne de 1980 et à l'hostilité de la communauté internationale, la République islamique a développé une industrie de défense nationale quasi ex nihilo. C'est dans ce contexte de nécessité que furent lancés des programmes d'armements indigènes couvrant les missiles, les sous-marins légers, les vedettes rapides et, plus récemment, les drones et les capacités de guerre électronique. Cette industrialisation militaire contrariée explique les caractéristiques de l'arsenal iranien : abondance en quantité pour compenser le déficit qualitatif, spécialisation dans les vecteurs à bas coût et à haute létalité potentielle, et priorité donnée à ce qui peut nier l'accès à la région aux forces américaines — la stratégie dite d'*Anti-Access/Area Denial* (A2/AD).

Les sanctions économiques liées au programme nucléaire iranien, instaurées après la révélation des sites d'enrichissement clandestins en 2002 et renforcées lors du retrait américain du JCPOA en 2018, ont aggravé cette contrainte. La politique de « pression maximale » visait explicitement à réduire les recettes pétrolières iraniennes qui financent l'effort de défense. Paradoxalement, ces pressions ont accéléré la constitution d'une base industrielle de défense nationale dont Téhéran peut aujourd'hui s'enorgueillir, au prix d'un retard technologique chronique sur les plateformes conventionnelles.

² Le budget de défense américain pour l'exercice fiscal 2024 s'élève à 886 milliards de dollars selon le DoD, contre une estimation iranienne oscillant entre 10 et 15 milliards de dollars selon le SIPRI. Les chiffres iraniens excluent largement les dépenses des Gardiens de la Révolution.

LA DOCTRINE DE LA RÉSISTANCE, L'ASYMÉTRIE COMME STRATÉGIE DÉLIBÉRÉE : L'« AXE DE LA RÉSISTANCE » ET LA GUERRE PAR PROCURATION

Face à la supériorité conventionnelle américaine, l'Iran a développé ce que les stratèges appellent la « *Forward Defense* » : plutôt que d'attendre une attaque sur son territoire, Téhéran a construit un réseau de forces proxies capables de créer des foyers d'instabilité à travers le Moyen-Orient. Ce réseau, que les autorités iraniennes désignent comme le « Axe de la résistance »⁴, comprend le Hezbollah libanais — doté de plus de 150 000 roquettes et missiles selon les estimations israéliennes —, les factions chiites irakiennes regroupées dans les Unités de mobilisation populaire (Hachd al-Chaabi), le mouvement Houthi au Yémen et le Hamas palestinien. Cette architecture de forces décentralisées permet à l'Iran de mener ce que la doctrine américaine nomme la « guerre grise » : une conflictualité permanente sous le seuil d'une riposte militaire directe américaine.

La Force Qods des Gardiens de la Révolution islamique constitue le cerveau opérationnel de ce réseau. Sa mission première est d'organiser, d'entraîner, d'armer et de financer ces forces alliées. Soleimani avait porté cet art à son sommet, construisant patiemment des réseaux d'influence permettant à l'Iran de démultiplier sa puissance d'action sans jamais engager directement ses forces conventionnelles. L'attaque au drone et aux missiles de croisière contre les installations pétrolières saoudiennes d'Abqaiq et Khurais en septembre 2019 — revendiquée par les Houthis mais attribuée à l'Iran par Washington et Riyad — illustre parfaitement cette logique : une frappe de haute précision contre une infrastructure stratégique mondiale, réalisée à faible coût et sans exposer directement les forces armées iraniennes.

MISSILES, DRONES ET CYBER : LES INVESTISSEMENTS DANS LA PUISSANCE ALTERNATIVE

Ne pouvant rivaliser sur le plan aérien ou naval conventionnel, l'Iran a concentré ses investissements sur trois domaines offrant un rapport coût-efficacité favorable face à un adversaire technologiquement supérieur : les missiles balistiques et de croisière, les drones kamikazes et la guerre cybernétique. Dans le domaine des missiles, l'Iran dispose aujourd'hui d'un arsenal considérable — le plus important au Moyen-Orient hors Israël — comprenant des vecteurs capables d'atteindre l'ensemble d'Israël, des bases américaines en Irak et dans le Golfe, et même certaines capitales européennes. La frappe directe menée par l'Iran sur Israël en avril 2024, engageant plus de 300 drones et missiles, a démontré une capacité de saturation des défenses adverses inédite.

Le domaine cyber constitue l'autre investissement stratégique majeur de Téhéran. En réponse au virus Stuxnet qui avait détruit des centrifugeuses d'enrichissement en 2010, l'Iran a constitué l'une des capacités cyber offensives les plus sophistiquées parmi les États de puissance intermédiaire. Les groupes APT liés aux Gardiens de la Révolution, tels qu'APT33, APT34 et APT35, ont conduit des opérations contre des banques américaines, des infrastructures saoudiennes (opération Shamoon contre Saudi Aramco en 2012) et des institutions gouvernementales. Ces capacités permettent à l'Iran de mener des représailles asymétriques contre les intérêts américains sans franchir le seuil de l'acte de guerre conventionnel.

Enfin, la stratégie navale iranienne dans le détroit d'Ormuz s'appuie sur une doctrine d'essaims de vedettes rapides, de mines et de missiles anti-navires tirés depuis la côte, conçue pour compliquer l'action du groupe aéronaval américain plutôt que de le détruire.

3 L'expression « Axe du Mal » fut employée par le président George W. Bush dans son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, désignant l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord comme États soutenant le terrorisme.

4 Le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (Sepâh-e Pâsdârân-e Enqelâb-e Eslâmi) est placé directement sous l'autorité du Guide suprême. Sa branche d'élite, la Force Qods, est spécialisée dans les opérations extraterritoriales et le soutien aux proxies régionaux.

5 Le programme de missiles balistiques iraniens comprend notamment le Shahab-3 (portée ~1 300 km), le Sejil (~2 000 km) et l'Emad (~1 700 km, à guidage terminal). Ces vecteurs ne sont pas couverts par le JCPOA de 2015 et constituent un sujet de contentieux permanent.

6 L'opération Olympic Games — nom de code du programme Stuxnet — est considérée comme la première cyberarme de destruction ciblée déployée contre des infrastructures industrielles d'un État souverain. Sa découverte en 2010 a inauguré l'ère de la guerre cyber étatique.

L'objectif n'est pas de gagner un affrontement direct mais de rendre son coût prohibitif et de menacer la stabilité des approvisionnements énergétiques mondiaux — créant ainsi un levier de négociation politique dont Téhéran use avec constance.

LA STABILITÉ PARADOXALE, DISSUASION ASYMÉTRIQUE ET GESTION DE L'ESCALADE : UNE GUERRE PERMANENTE SOUS LE SEUIL DU CONFLIT OUVERT

L'un des paradoxes les plus saisissants du conflit américano-iranien tient dans le fait que, malgré quarante ans d'hostilité déclarée, des actes de guerre répétés et une rhétorique maximaliste de part et d'autre, les deux parties n'ont jamais franchi le seuil d'un conflit militaire ouvert et généralisé. Cette retenue n'est pas le produit du hasard : elle résulte d'une forme de dissuasion mutuelle que la disproportion des moyens n'invalide pas. Les États-Unis, malgré leur écrasante supériorité conventionnelle, sont contraints par plusieurs facteurs limitant leur liberté d'action. Le coût politique et humain d'un conflit dans une région aussi instable, l'expérience des guerres d'Irak et d'Afghanistan, le risque de fermeture du détroit d'Ormuz et la capacité iranienne à déclencher une déflagration régionale via ses proxies constituent autant de barrières implicites à tout engagement militaire direct de grande envergure.

Du côté iranien, la conscience lucide de l'impossibilité d'une victoire militaire conventionnelle face aux États-Unis conduit à une calibration permanente des provocations. Chaque action — saisie de pétroliers dans le Golfe, attaque contre des bases américaines via des proxies, survol de drones américains — est dosée pour maximiser la pression diplomatique et démontrer les capacités iraniennes sans déclencher une riposte militaire directe et massive. Cette logique de bord du gouffre (*brinkmanship*) constitue la grammaire fondamentale des relations américano-iraniennes depuis des décennies, rythmée par des cycles d'escalade et de désescalade soigneusement maîtrisés.

LE NUCLÉAIRE COMME HORIZON STRATÉGIQUE DE LA DISPARITÉ

La question nucléaire se situe au cœur de la dialectique des moyens disproportionnés. Pour l'Iran, la capacité à enrichir de l'uranium à des taux élevés constitue une assurance-vie stratégique : elle offre l'option d'un saut rapide vers la possession de l'arme nucléaire si le régime estimait son existence menacée. Depuis le retrait américain du JCPOA en 2018, l'Iran a systématiquement levé toutes les limitations imposées par cet accord, atteignant en 2023 des taux d'enrichissement de 60 % — à un pas du grade militaire — et accumulant des stocks d'uranium enrichi jugés suffisants par les experts pour produire plusieurs bombes. L'arme nucléaire représenterait ainsi le rééquilibrage stratégique ultime face à la supériorité conventionnelle américaine : une garantie d'existence que ni les sanctions ni la pression militaire ne pourraient remettre en cause.

Pour Washington, l'acquisition de l'arme nucléaire par Téhéran constituerait un changement de paradigme inacceptable brisant l'architecture de non-prolifération régionale et susceptible de déclencher une course aux armements nucléaires au Moyen-Orient. C'est pourquoi les administrations américaines successives ont maintenu une ambiguïté stratégique sur l'option militaire, tout en privilégiant les sanctions économiques et la pression diplomatique. La diplomatie nucléaire devient ainsi le principal théâtre où se matérialise concrètement la disproportion des moyens : les États-Unis menacent crédiblement de détruire les installations nucléaires iraniennes — option que seules leurs capacités de pénétration aérienne permettent —, tandis que l'Iran brandit la menace de représailles régionales incontrôlables pour dissuader cette frappe préventive.

CONCLUSION

Le conflit américano-iranien offre un cas d'école fascinant pour comprendre comment la disproportion des moyens militaires conventionnels ne détermine pas mécaniquement l'issue des rapports de force géopolitiques. La puissance américaine, indiscutable sur le plan capacitaire, se heurte aux limites que lui impose l'environnement stratégique : l'enchevêtrement régional, le coût politique des guerres totales, les contraintes du droit international et la rationalité d'un adversaire qui, précisément parce qu'il ne peut pas gagner une guerre conventionnelle, a développé des formes de résistance rendant son élimination militaire plus coûteuse que ne le laisserait supposer la seule comparaison des budgets de défense.

L'Iran, de son côté, a transformé sa faiblesse conventionnelle en une doctrine cohérente : la guerre asymétrique, les proxies régionaux, les missiles et les drones comme vecteurs de déni d'accès, et le programme nucléaire comme assurance-vie ultime.

Cette stratégie a permis à la République islamique de survivre à quarante ans de pression maximale, de sanctions économiques dévastatrices et d'assassinats ciblés de ses responsables militaires et nucléaires. Elle a également permis à Téhéran d'étendre considérablement son influence régionale, construisant un « Axe de la résistance » qui s'étend désormais de Beyrouth à Sanaa en passant par Bagdad et Damas.

La disproportion des moyens militaires entre les deux États n'est donc pas seulement une donnée quantitative : elle est le moteur même d'une dialectique stratégique qui a façonné, sur quatre décennies, les formes nouvelles de la conflictualité contemporaine. En cela, le conflit américano-iranien nous invite à reconsidérer les catégories classiques de la puissance militaire et à mesurer, avec Raymond Aron, que « la force n'est pas la puissance » : c'est la capacité à contraindre l'adversaire à tenir compte de vos intérêts qui définit la puissance réelle, et dans cette acception, l'Iran a su construire une puissance bien supérieure à ce que ses capacités conventionnelles laissaient présager.

BIBLIOGRAPHIE

Axworthy, M. (2013). *Revolutionary Iran: A History of the Islamic Republic*. Allen Lane.

Cordesman, A. H., & Toukan, A. (2014). *Iran and the Gulf Military Balance*. Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Eisenstadt, M. (2011). *The Strategic Culture of the Islamic Republic of Iran*. Marine Corps University Press.

Izewicz, P. (2018). La politique nucléaire iranienne : entre aspirations domestiques et contraintes internationales. *Politique étrangère*, 83(2), 57–69.

Laguerre, É. (2020). La guerre de l'ombre américano-iranienne : opérations spéciales, proxies et guerre hybride. *Revue Défense Nationale*, 831, 44–52.

Razoux, P. (2013). *La guerre Iran-Irak, première guerre du Golfe, 1980–1988*. Perrin.

SIPRI (2024). *SIPRI Military Expenditure Database 2024*. Stockholm International Peace Research Institute. <https://www.sipri.org/databases/milex>

- Takeyh, R. (2009). *Guardians of the Revolution: Iran and the World in the Age of the Ayatollahs*. Oxford University Press.
- Tertrais, B. (2022). *L'Iran et la bombe : chronique d'une prolifération annoncée ?* Fondation pour la Recherche Stratégique, Note no 09/2022.
- Wehrey, F., et al. (2009). *Dangerous But Not Omnipotent: Exploring the Reach and Limitations of Iranian Power in the Middle East*. RAND Corporation.

LA FRANCE FACE À LA GUERRE AUTOUR DE L'IRAN SOUTENIR SES PARTENAIRES SANS SE LAISSER ENTRAÎNER

RÉDIGÉ PAR CLAIRE AUBRET



Image n°11 : Fumée noire sur Erbil, au Kurdistan irakien, après l'interception d'un drone, le 12 mars 2026. © SHVAN HARKI/AFP

Soutenir ses partenaires sans entrer en guerre. Condamner certaines opérations sans rompre avec ceux qui les conduisent. Parler le langage du droit sans oublier celui du rapport de force. Telle est la ligne française face à la guerre autour de l'Iran. Une ligne étroite, utile, mais de plus en plus coûteuse.

UNE IMPLICATION FRANÇAISE DÉJÀ RÉELLE

La France n'est pas spectatrice, elle est déjà engagée. Par ses bases, par ses accords de défense, par ses ressortissants et par ses intérêts maritimes. Depuis le début du conflit, Paris a renforcé sa présence militaire dans la région. Le porte-avions Charles de Gaulle a été envoyé en Méditerranée orientale. Le bâtiment naviguait, le 10 mars 2026, au large de la Crète avant de faire route vers Chypre (Ministère des Armées, mars 2026). Cette présence s'inscrit dans un mouvement plus large de renforcement militaire occidental en Méditerranée orientale.

Cette implication est aussi opérationnelle. Le 4 mars 2026, Jean-Noël Barrot, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a indiqué que des Rafale français avaient neutralisé des drones iraniens visant les Émirats arabes unis (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 10 mars 2026). L'interception n'a pas tout arrêté, un hangar de la base navale française du Camp de la Paix, à Abou Dabi, a été touché. Dégâts matériels confirmés mais aucune victime n'est à déclarer. Le ministre a précisé que cette réponse avait été apportée à la demande des partenaires de la France et dans une logique strictement défensive. Le même jour, il a également annoncé des vols de rapatriement depuis les Émirats arabes unis et l'Égypte (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mars 2026). Environ 400 000 ressortissants français se trouvent dans la région. Le conflit n'a donc rien d'abstrait pour Paris. Il touche à la sécurité consulaire, à la liberté de circulation et à la protection de ses implantations.

Mais cette implication reste encadrée¹. Le 5 mars 2026, un responsable de l'état-major a confirmé que la France avait autorisé la présence temporaire de certains aéronefs américains sur des bases situées sur le territoire français. Paris a toutefois posé une condition nette : ces moyens ne devaient en aucun cas participer à des opérations menées par les États-Unis en Iran. Ils ne pouvaient servir qu'au soutien de la défense de partenaires régionaux. La formule résume bien la méthode française (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mars 2026). Aider, oui. Se laisser aspirer, non.

Jusqu'ici, cette ligne pouvait encore être décrite comme maîtrisée. Depuis le 12 mars 2026, elle est aussi endeuillée. Un militaire français, l'adjutant-chef Arnaud Frion, du 7e bataillon de chasseurs alpins de Varcès, a été tué dans une attaque de drone dans la région d'Erbil, au Kurdistan irakien. Six autres soldats français ont été blessés. Selon les informations disponibles, l'attaque a été revendiquée par le groupe armé pro-iranien Ashab Al-Kahf (*Ministère des Armées, 13 mars 2026*). Emmanuel Macron a rappelé que la présence française en Irak s'inscrivait dans le cadre de la lutte contre l'Organisation État islamique, et non dans une participation directe à la guerre contre l'Iran (*Elysée, 3 mars 2026*). L'argument est exact. Il n'efface pas le fait principal : la France paie désormais un coût humain direct.

Le 17 mars 2026, Emmanuel Macron a réuni un Conseil de défense. À l'issue, une nouvelle mission a été annoncée : l'escorte de navires commerciaux en Mer Rouge et dans le détroit d'Ormuz, en coopération avec l'Inde et plusieurs partenaires européens. Le cadre a été posé d'emblée. Cette mission est « *pleinement distincte des opérations de guerre en cours* » (*Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mars 2026*). Le 19 mars 2026, la France a co-signé avec cinq autres pays une déclaration conjointe appelant à la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz (*Elysée, 19 mars 2026*). Vingt-deux nations se sont finalement dites prêtes à y contribuer. Macron a posé une condition nette : pas d'engagement tant que les combats se poursuivent. Participer oui, mais après. La formule est révélatrice. La France signe des déclarations, prépare des coalitions, et remet à plus tard l'action concrète. C'est moins de la prudence que de la méthode. L'enjeu sécuritaire est réel. L'enjeu économique (pétrole, gaz, flux commerciaux), l'est tout autant.

C'est précisément la formule qui résume tout : la France avance, mais elle nomme ses limites à mesure qu'elle avance.

Le 2 avril 2026, un premier signe concret apparaît. Le Kribi, porte-conteneurs sous pavillon maltais du groupe CMA CGM, a traversé le détroit d'Ormuz d'ouest en est, diffusant sur son transpondeur le message « owner France ». Premi(er navire d'un grand groupe européen à emprunter ce couloir depuis la quasi-fermeture du 28 février, il a emprunté une route autorisée par les Gardiens de la Révolution, moyennant le versement d'une somme non divulguée. La France n'a pas ordonné ce passage. Elle ne l'a pas non plus empêché. CMA CGM a négocié seul, avec Téhéran. Mais le signal est lisible : la liberté de navigation que Paris appelle de ses vœux commence à se frayer un chemin, par le commerce, avant la force.

UNE PUISSANCE D'ÉQUILIBRE SOUS PRESSION

La France continue de se présenter comme une puissance d'équilibre. L'expression est familière. Elle est aussi commode. Elle permet de dire qu'un pays veut garder sa liberté d'appréciation, refuser les alignements automatiques et préserver un canal politique avec plusieurs acteurs à la fois. Sur le papier, la formule a belle allure. Dans une guerre régionale, elle devient plus rude à tenir.

Paris cherche en effet à combiner plusieurs impératifs. Il lui faut soutenir des partenaires du Golfe avec lesquels elle entretient des accords de défense. Il lui faut protéger ses forces, ses bases et ses ressortissants. Il lui faut aussi conserver une parole diplomatique distincte, fondée sur le droit international et la désescalade. Enfin, il lui faut éviter de devenir une partie directement engagée dans une guerre dont elle ne fixe ni les buts ni les bornes (Fayet, IFRI, 2022). L'équilibre français ne repose donc pas sur une neutralité. Il repose sur un dosage. Or un dosage se dérègle plus vite qu'une doctrine.

La difficulté apparaît dès que l'on observe le langage officiel. Emmanuel Macron a critiqué les opérations américano-israéliennes en rappelant qu'elles avaient été conduites en dehors du droit international (*Elysée, 3 mars 2026*).

Dans le même temps, Paris a continué d'insister sur la responsabilité première de l'Iran dans l'escalade régionale, en raison de son programme nucléaire, de ses frappes et de son soutien à plusieurs groupes armés (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mars 2026). Cette asymétrie n'est pas un accident. Elle traduit une hiérarchie stratégique assumée. La France n'abandonne pas la norme. Elle l'inscrit dans un rapport de forces qu'elle juge défavorable à l'Iran.

C'est ici que se niche le fameux en même temps français. Paris parle droit, mais pense aussi sécurité. Il critique certaines méthodes, mais ménage ses partenaires. Il refuse l'escalade, mais déploie des moyens. Il veut rester audible partout. Le pari est ambitieux. Il est aussi risqué. À force de vouloir tenir tous les fils, on finit parfois par donner l'impression de ne plus tenir la ligne.

LE COÛT CROISSANT D'UNE LIGNE PRUDENTE

Le problème français n'est donc pas l'absence de logique. La logique existe, elle est même assez lisible. Paris veut éviter une guerre directe avec l'Iran tout en empêchant un affaiblissement de ses partenaires et une déstabilisation plus large de la région (IRIS, mars 2026 ; IRIS, 6 mars 2026). Le vrai problème est ailleurs. Il tient à la soutenabilité de cette position.

Tant que la France restait dans un rôle défensif, la ligne pouvait sembler praticable. Elle était prudente, mais cohérente. Depuis la mort d'un soldat français en Irak, la situation change. Non pas parce que Paris serait déjà entré en guerre, mais parce que le conflit le rattrape. Une puissance peut choisir son langage. Elle choisit moins facilement le moment où elle devient une cible.

Cette évolution fragilise la posture d'équilibre sur deux plans. D'abord, sur le plan militaire, les groupes pro-iraniens montrent qu'ils peuvent viser les forces françaises, même lorsque Paris affirme agir hors du théâtre direct de la guerre contre l'Iran (Ministère des Armées, 13 mars 2026). Ensuite, sur le plan politique, plus l'exposition française augmente, plus la pression montera pour clarifier la ligne. Certains demanderont une fermeté accrue, d'autres dénonceront une implication déjà excessive.

Le centre devient alors moins confortable, il peut même devenir une zone de tir.

La pression ne vient pas seulement du terrain. Le 20 mars 2026, Donald Trump a qualifié ses alliés de l'OTAN de « lâches » pour leur manque d'engagement militaire direct contre l'Iran.

La formule est grossière. Elle n'en est pas moins efficace. Elle nomme ce que Paris refuse : choisir un camp, entrer dans la guerre, abandonner la nuance. Le risque d'entraînement que la France cherche à conjurer a désormais un visage et une adresse (Elysée, 19 mars 2026).

Scène numéro 2, Macron répond depuis Séoul, le 2 avril. En visite d'État en Corée du Sud, il a jugé « inélégants » les propos de Trump sur le couple présidentiel, mais c'est sur le fond qu'il a été le plus direct. Il a accusé son homologue américain de fragiliser l'OTAN en créant « chaque jour le doute sur son engagement », et a répété que la guerre ne pouvait pas régler dans la durée la question nucléaire iranienne. Le ton est ferme. La ligne, elle, n'a pas bougé : désescalade, négociation, droit international. Entre Trump qui pousse et Macron qui tient, l'espace de la nuance se réduit. Il ne disparaît pas encore, mais il se négocie désormais à voix haute, et en public.

La France a de bonnes raisons de ne pas franchir le pas d'une implication offensive directe. Une telle évolution exposerait davantage ses emprises, ses ressortissants et ses partenaires. Elle réduirait aussi sa capacité diplomatique (Fayet, IFRI, 2022). Une puissance qui entre pleinement dans la guerre perd souvent ce qu'elle prétendait encore préserver : une marge d'action, un espace de parole, parfois même un rôle utile. Paris le sait. C'est pourquoi il continue de borner son engagement. Il ne s'agit pas de mollesse, il s'agit d'un calcul. Sobre, peut-être. Cynique, diront certains. Classique, en réalité.

UNE LIGNE ENCORE TENABLE, MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS ?

À ce stade, la France reste fidèle à sa méthode. Elle soutient sans s'aligner totalement. Elle se protège sans revendiquer la guerre.

Cette ligne n'est ni cohérente ni illisible. Elle est même assez française, au sens le plus traditionnel du terme. Autonomie, prudence, présence, nuance. Le quatuor est connu.

Mais la guerre a sa propre pédagogie. Elle simplifie les positions. Elle durcit les choix. Elle punit les ambiguïtés plus vite que les notes diplomatiques.

La question n'est donc plus seulement de savoir si la France peut préserver sa posture d'équilibre. La question est de savoir combien de temps elle pourra le faire alors même qu'elle subit déjà les effets du conflit. Soutenir sans s'enliser : l'objectif reste clair. Encore faut-il que le terrain lui laisse cette liberté.

BIBLIOGRAPHIE

Élysée, "Adresse aux Français sur la situation en Iran et au Moyen-Orient", 3 mars 2026. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2026/03/03/adresse-aux-francais-sur-la-situation-en-iran-et-au-moyen-orient>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, dossier "Situation en Iran et au Moyen-Orient", mis à jour en mars 2026. <https://us.diplomatie.gouv.fr/fr/situation-en-iran-et-au-moyen-orient>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, "Entretien de Jean-Noël Barrot avec France 2", 10 mars 2026. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/jean-noel-barrot/presse-et-medias/article/entretien-de-jean-noel-barrot-ministre-de-l-europe-et-des-affaires-etrangeres-287844>

Ministère des Armées, page d'actualité / page d'accueil, mars 2026.

Ministère des Armées, "Le Groupe aéronaval : outil stratégique de la puissance militaire française", mars 2026. <https://www.defense.gouv.fr/actualites/groupe-aeronaval-outil-strategique-puissance-militaire-francaise>

IFRI, Héloïse Fayet, "Quelle posture stratégique pour la France au Moyen-Orient ?", 2022. https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/fayet_posture_strategique_francaise_au_moyen_orient_2022.pdf

IFRI, dossier thématique "Iran". <https://www.ifri.org/fr/mots-cles-geographiques/iran>

IRIS, "Guerre en Iran : pour qui le temps joue ?", mars 2026. <https://www.iris-france.org/guerre-en-iran-pour-qui-le-temps-joue/>

IRIS, "Frappes sur l'Iran : un premier bilan géopolitique", 6 mars 2026. <https://www.iris-france.org/frappes-sur-liran-un-premier-bilan-geopolitique/>

Ministère des Armées, "Décès de l'adjudant-chef Arnaud Frion en opération extérieure en Irak", 13 mars 2026. <https://www.defense.gouv.fr/terre/actualites/deces-ladjudant-chef-frion-operation-exterieure-irak>

Élysée, "Déclaration conjointe des dirigeants de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas et du Royaume-Uni sur le détroit d'Ormuz", 19 mars 2026. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2026/03/19/declaration-conjointe-des-dirigeants-de-lallemagne-de-la-france-de-litalie-du-japon-des-pays-bas-et-du-royaume-uni-sur-le-detroit-dormuz>

RÉTRO-INGÉNIERIE TERRESTRE ET MARITIME DANS LE CONTEXTE DU CONFLIT IMPLIQUANT L'IRAN : UNE LECTURE STRATÉGIQUE DE LA GUERRE ASYMÉTRIQUE

RÉDIGÉ PAR VICTOR BLANC



Image n°12 : Photographie d'un drone Shahed 136, 2024. © The Wall Street Journal

UN CONFLIT STRUCTURÉ PAR UN DÉSÉQUILIBRE STRATÉGIQUE

Les tensions géopolitiques autour de l'Iran, particulièrement depuis la Révolution iranienne de 1979, s'inscrivent dans un contexte régional marqué par une forte rivalité avec les puissances occidentales et leurs alliés, notamment les États-Unis et Israël. Ces tensions portent sur la sécurité régionale à savoir : la capacité d'un État à protéger son territoire et ses intérêts, l'influence géopolitique et le contrôle de voies maritimes stratégiques comme le détroit d'Ormuz, par lequel transite près de 20 % du commerce mondial de pétrole brut selon l'*U.S. Energy Information Administration* (EIA).

Face à un rapport de force inégal, où les Occidentaux disposent d'une supériorité technologique et industrielle, incluant domination aérienne et spatiale et systèmes antimissiles avancés, l'Iran a développé depuis les années 1990 une doctrine militaire asymétrique, fondée sur des armes peu coûteuses, la multiplication des vecteurs d'attaque et le recours au rétro-ingénierie (ingénierie inverse pour reproduire ou adapter des technologies étrangères). Cette stratégie vise à saturer et disperser les moyens adverses, compliquer toute riposte et maîtriser les coûts de production.

LE RÉTRO-INGÉNIERIE : DÉFINITION ET RÔLE HISTORIQUE DANS LA GUERRE

La rétro-ingénierie désigne un processus technique consistant à analyser un objet ou un système afin d'en comprendre les mécanismes internes pour pouvoir le reproduire, l'adapter ou l'améliorer. Dans le domaine militaire, cette pratique consiste généralement à étudier des équipements capturés ou récupérés afin de reproduire leurs technologies sans disposer des plans originaux. Dans la recherche en ingénierie et sécurité matérielle, la rétro-ingénierie est définie comme un processus permettant d'extraire des informations fonctionnelles à partir d'un système existant afin d'en comprendre l'architecture et les composants (Botero et al., 2020).

Historiquement, la rétro-ingénierie a joué un rôle important dans le développement militaire. Durant la guerre froide, plusieurs programmes d'armement furent accélérés grâce à l'étude d'équipements ennemis capturés : par exemple, après la Seconde Guerre mondiale et au début de la guerre froide, les États-Unis récupérèrent des missiles V-2 allemands et s'en inspirèrent pour développer leur propre programme de fusées balistiques, ce qui posa les bases de la NASA et des missiles intercontinentaux américains. Dans le cas iranien, cette pratique est devenue particulièrement importante en raison des sanctions internationales limitant l'accès aux technologies occidentales. L'exemple le plus célèbre est la capture en 2011 d'un drone de reconnaissance américain Lockheed Martin RQ-170 Sentinel, dont l'exploitation technique aurait inspiré plusieurs développements de drones iraniens. Parmi lesquels des appareils tels que le Shahed-171 Simorgh et des variantes plus petites comme le Shahed Saeqeh, tous deux dérivés de la structure et de la configuration du drone américain capturé, une dynamique confirmée par des analyses stratégiques occidentales mettant en lumière l'utilisation de technologies récupérées pour accélérer les programmes de drones iraniens (Nadimi, 2016).

LE RÉTRO-ENGINEERING COMME STRATÉGIE MILITAIRE AVEC DES MOYENS LIMITÉS

Dans le cas de l'Iran, l'ingénierie inverse constitue un outil central pour contourner les restrictions technologiques et industrielles. Plutôt que de chercher à reproduire exactement les systèmes occidentaux, les ingénieurs militaires iraniens adaptent les technologies étudiées afin de produire des versions simplifiées, plus accessibles et plus facilement industrialisables. Cette logique s'inscrit dans une approche consistant à produire des armes robustes, peu coûteuses et facilement reproductibles, capables d'être déployées en grand nombre.

Les drones illustrent particulièrement cette stratégie. Plusieurs modèles iraniens, dont le Shahed 136 ou le Mohajer-6, reposent sur des technologies relativement simples combinant composants commerciaux et structures légères. Les analyses réalisées sur certains drones utilisés dans différents conflits montrent que certains moteurs et composants ont été reproduits localement à partir de modèles occidentaux, démontrant l'importance de la rétro-ingénierie dans leur développement (Conflict Armament Research, 2023) . Cette approche permet à l'Iran de produire des systèmes efficaces tout en limitant les coûts industriels, favorisant ainsi une stratégie de production en série.

APPLICATIONS TERRESTRES : DRONES, DCA IMPROVISÉE ET LEURRES MILITAIRES

Ces concepts de drones anti-radar apparaissent dès les années 1970 avec le projet ouest-allemand Dornier DAR. Conçu comme une munition sans pilote dédiée à la suppression des défenses aériennes, cet appareil à aile delta, d'environ 110 kg et capable d'atteindre 250 km/h, devait patrouiller au-dessus de zones stratégiques afin de cibler les émetteurs radar (National Research Council, 2001). Bien qu'il ne soit jamais entré en service, il constitue une étape fondatrice dans l'élaboration de ces systèmes. Cette logique est reprise et concrétisée dans les années 1980 avec le IAI Harpy développé par *Israel Aerospace Industries* (Ghilman Fatima Awan et al., 2025).

Ce dispositif autonome marque un tournant en intégrant des capacités de détection et de neutralisation sans intervention humaine directe. La configuration en aile delta associée à une propulsion arrière s'impose progressivement comme un standard, que l'on retrouve aujourd'hui dans des appareils tels que le Shahed 136 ou le Geran-2 (Philippe Blondeel et al., 2024). Ces exemples illustrent le passage de prototypes expérimentaux à des systèmes opérationnels.

Sur le plan terrestre, l'ingénierie inverse se manifeste à travers diverses catégories d'armements, parmi lesquelles les drones occupent une place centrale. Inspirés de technologies étrangères ou issus de matériels capturés, ils remplissent des missions de reconnaissance, de surveillance et de frappe (Ghilman Fatima Awan et al., 2025). Le Shahed 171 Simorgh, dérivé du Lockheed Martin RQ-170 Sentinel récupéré en 2011, en constitue une démonstration significative (Philippe Blondeel et al., 2024).

Celui-ci repose sur des coûts de production limités, une fabrication en série et une capacité à submerger les systèmes adverses (National Research Council, 2001; Andrew Patterson, 1971). Ce modèle contribue à redéfinir les équilibres militaires, en valorisant la quantité et l'adaptabilité (M. Bachir Diop, 2025).

Parallèlement, la doctrine iranienne intègre des systèmes de défense antiaérienne improvisés ainsi que des dispositifs de tromperie. L'utilisation de leurres avions factices, lanceurs simulés ou radars fictifs vise à perturber les capacités de reconnaissance adverses. Les recherches en détection automatisée montrent que ces stratégies de camouflage peuvent significativement affecter les systèmes de surveillance fondés sur l'analyse d'images et l'intelligence artificielle (Adhikari et al., 2020).

APPLICATIONS MARITIMES : MINES ET GUERRE NAVALE ASYMÉTRIQUE

Sur mer, l'ingénierie inverse permet également de développer des systèmes simples mais particulièrement efficaces, notamment les mines navales. Peu coûteuses, faciles à produire et difficiles à neutraliser, elles constituent une arme classique de guerre asymétrique capable de perturber gravement les routes commerciales stratégiques.

L'efficacité de ces armes repose moins sur leur sophistication que sur leur capacité à créer de l'incertitude et à déstabiliser la navigation commerciale, car la simple suspicion de mines peut suffire à interrompre le trafic maritime (Tenenbaum, 2022).

L'efficacité stratégique de ces dispositifs a été démontrée durant la Seconde Guerre mondiale. Les différentes puissances ont largement utilisé les mines pour bloquer ports et routes maritimes. L'exemple le plus marquant est l'Opération *Starvation* menée par les États-Unis en 1945 contre le Japon : plusieurs milliers de mines larguées par bombardiers suffirent à paralyser une grande partie du trafic maritime japonais, contribuant à l'asphyxie économique du pays dans les derniers mois du conflit.

Cette logique s'applique aujourd'hui à des points de passage stratégiques comme le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20 % du commerce mondial de pétrole. Des analyses stratégiques estiment que quelques dizaines à quelques centaines de mines suffiraient à interrompre temporairement le trafic, car les navires commerciaux cesseraient immédiatement leur navigation pour des raisons d'assurance et de sécurité. En effet, comme le souligne le rapport du *National Research Council* consacré à la guerre des mines navales, même un nombre limité de mines peut « ralentir ou stopper le transport commercial » en créant une menace suffisante pour dissuader les acteurs maritimes de poursuivre leurs opérations. Un tel minage pourrait stopper une grande partie des exportations énergétiques du Golfe en moins d'une semaine et nécessiter plusieurs semaines, voire plusieurs mois, d'opérations internationales de déminage avant un retour à la normale. Les travaux du *International Institute for Strategic Studies* ainsi que ceux du U.S. Naval War College soulignent en effet que les opérations de lutte contre les mines (*mine countermeasures*) sont particulièrement longues et complexes, en raison de la nécessité de sécuriser des zones étendues et de neutraliser chaque menace individuellement.

Les conséquences économiques seraient majeures. Une fermeture prolongée du détroit pourrait retirer près de 20 millions de barils de pétrole par jour du marché mondial, soit environ un cinquième de la consommation globale, une estimation régulièrement avancée par l'*Energy Information Administration*.

Une telle perturbation entraînerait une forte hausse des prix de l'énergie et un risque de choc économique global, comme le montrent également les analyses du *International Monetary Fund* sur la sensibilité des marchés pétroliers aux ruptures d'approvisionnement. Les États exportateurs du Golfe verraient en outre leurs infrastructures rapidement saturées, limitant leur capacité à rediriger les flux hors du détroit.

Dans ce contexte, la guerre navale asymétrique ne repose pas uniquement sur les mines. Elle combine également petites vedettes rapides, drones maritimes et systèmes hybrides civilo-militaires. Selon le *Centre for Strategic and International Studies* et la RAND Corporation, cette stratégie vise à saturer les capacités de surveillance et d'interception adverses tout en limitant les coûts industriels. Elle transforme ainsi un espace maritime restreint en zone d'interdiction (*anti-access/area denial*) particulièrement risquée pour les marines occidentales et le commerce international.

UN DÉFI STRATÉGIQUE POUR LES PUISSANCES OCCIDENTALES

La multiplication de systèmes militaires peu coûteux issus du rétro-engineering pose un problème stratégique majeur pour les puissances occidentales. Le principal enjeu réside dans l'asymétrie économique entre les armes offensives et les systèmes de défense. Les drones kamikazes iraniens, par exemple, peuvent être produits à un coût relativement faible, alors que leur interception nécessite souvent des missiles de défense aérienne extrêmement coûteux. Cette asymétrie financière transforme le conflit en guerre d'usure économique, où le coût de la défense peut dépasser celui de l'attaque.

Par ailleurs, certains de ces systèmes sont relativement difficiles à neutraliser par brouillage électronique ou cyberattaque. Les drones modernes peuvent intégrer plusieurs systèmes de navigation ou fonctionner avec des composants relativement simples, ce qui réduit leur dépendance aux infrastructures de communication externes.

Les recherches sur la sécurité des drones soulignent d'ailleurs que ces systèmes présentent de nombreuses vulnérabilités mais aussi une grande capacité d'adaptation technologique, ce qui complique les stratégies de neutralisation (Mekdad et al., 2021).

CONCLUSION

La rétro-ingénierie constitue aujourd'hui un élément central de la stratégie militaire asymétrique développée notamment par l'Iran. En exploitant des technologies capturées ou observées, les ingénieurs militaires iraniens ont développé une série de systèmes relativement simples mais efficaces, notamment dans les domaines des drones, des mines navales et des systèmes de tromperie militaire. Ces stratégies permettent de compenser un déséquilibre technologique face aux puissances occidentales tout en favorisant une production de masse à faible coût. Comme le note le général David H. Petraeus dans *Conflict: The Evolution of Warfare from 1945 to Ukraine* (2023), « la capacité d'apprendre, de s'adapter et de tirer des leçons des technologies et des tactiques adverses est au cœur de la stratégie des conflits contemporains ».

Dans ce contexte, le défi pour les puissances occidentales ne réside plus uniquement dans la supériorité technologique mais dans la capacité à répondre à une stratégie reposant sur la quantité, la modularité et l'adaptation technologique rapide. Le développement de la rétro-ingénierie militaire transforme ainsi la nature des conflits contemporains, en favorisant des stratégies industrielles et économiques capables de remettre en cause les doctrines traditionnelles de supériorité technologique.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques et rapports techniques

Adhikari, A., den Hollander, R., et al. (2020). Adversarial patch camouflage against aerial detection. arXiv. <https://arxiv.org/abs/2008.13671>

Botero, U. J., et al. (2020). Hardware trust and assurance through reverse engineering: A survey and outlook. arXiv. <https://arxiv.org/abs/2002.04210>

Mekdad, Y., et al. (2021). A survey on security and privacy issues of UAVs. arXiv. <https://arxiv.org/abs/2109.14442>

Agence France-Presse (AFP). (2026, 12 mars). Iranian sea mines: Naval nightmare threatening Achilles' heel of US warships. Geo News. <https://www.geo.tv/latest/655258-iranian-sea-mines-why-they-are-west-s-worst-nightmare-in-strait-of-hormuz>

Nadimi, F. (2016, October 4). Iran shows off its bounty of crashed drones and new UAVs. The Washington Institute for Near East Policy. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/iran-shows-its-bounty-crashed-drones-and-new-uavs>

Rapports institutionnels et sources techniques

Tim Lister. (2023, 28 avril). The Iranian drones deployed by Russia in Ukraine are powered by stolen Western technology, research reveals. CNN, diffusé par WRAL News. <https://www.wral.com/story/the-iranian-drones-deployed-by-russia-in-ukraine-are-powered-by-stolen-western-technology-research-reveals/20833379/>

Iran Military Power. Defense Intelligence Agency. 2019. p. 68. ISBN 978-0-16-095157-2. https://www.dia.mil/Portals/110/Images/News/Military_Powers_Publications/Iran_Military_Power_LR.pdf

Articles d'analyse et presse spécialisée

Avi Salzman. (2026, 11 mars). Iran wants to keep the Strait of Hormuz closed. Military experts say reopening it could take weeks or even months. Barron's. <https://www.barrons.com/articles/hormuz-strait-iran-mines-reopening-news-tankers-hit-7d83dbef>

Iddon, P. (2025). Reverse-engineering Iranian drones and Western responses. Forbes. <https://www.forbes.com/sites/pauliddon/2025/12/07/by-reverse-engineering-shahed-drone-us-gives-iran-a-dose-of-its-own-medicine/>

Ben Aris. (2025, 16 juin). Iranian mines in the Straits of Hormuz could shut down a fifth of oil flows in a week. bne IntelliNews. <https://www.intellinews.com/iranian-mines-in-the-straits-of-hormuz-could-shut-down-a-fifth-of-oil-flows-in-a-week-386240/>

Sources documentaires et historiques

National Research Council. (2001). Naval mine warfare: Operational and technical challenges for naval forces. National Academies Press. <https://doi.org/10.17226/10176>

Andrew Patterson Jr.. (1971). Mining: A naval strategy. *Naval War College Review*, 23(9), 52-66. <https://www.jstor.org/stable/44641241>

M. Bachir Diop. (2025). The Russian-Ukraine war and the uses of naval mines in the Black Sea: Legal consequences in Turkey. *Siyasal Journal of Political Sciences*, 34(1), 16-28. <https://doi.org/10.26650/siyasal.2025.34.1464987>

Ghilman Fatima Awan., Waqas Abdullah., & Khawaja Shahab Ud Din Shahab. (2025). Iran's naval strategy in the Strait of Hormuz: Implications for global maritime security. *Social Science Review Archives*, 3(3), 525-535. <https://doi.org/10.70670/sra.v3i3.886>

Philippe Blondeel., Filip Van Utterbeeck., & Ben Lauwens. (2024). Modelling sand ripples in mine countermeasure simulations by means of stochastic optimal control. *arXiv*. <https://arxiv.org/abs/2408.16624>



DE L'ÎLE DE SOCOTRA À PERIM : VERS UNE HÉGÉMONIE NAVALE DES ÉMIRATS ARABES UNIS AUTOUR DE BAB-AL-MANDEB ?

RÉDIGÉ PAR LARNAOUT JILANI



Image n°13 : © Daily Tribune

La mer rouge est une voie de navigation primordiale dans l'acheminement des ressources naturelles et le commerce mondial. Cette mer cristallise les jeux de rivalités qui ont cours sur l'échiquier mondial car elle se situe à la croisée de l'Europe, de l'Asie et du Moyen-Orient (RedSea Beacon, N.d). Le simple fait d'emprunter cet axe maritime permet de réduire les délais de transit de plusieurs jours en comparaison avec le Cap de Bonne Espérance. À lui-seul, ce corridor, bordé à l'ouest par l'Afrique de l'Est et à l'Est par la Péninsule arabique, représente dix pour-cent du commerce mondial annuel (Economic and Social Council, 2024). Dans une conjoncture politique marquée par une forte compétition régionale, les pays alentours poursuivent leurs entreprises navales pour asseoir leur hégémonie sur la mer Rouge. Malgré l'élaboration du Council of Arab and African States for the Red Sea and the Gulf of Aden (CAARGA) par l'Arabie Saoudite en 2020, les mesures restent décousues et les pays en question sont peu enclins à s'aligner de concert sur tous les dossiers (Konrad Adenauer Stiftung, 2025). Parmi ces pays, les Émirats Arabes Unis (EAU) se démarquent par leur entrain.

Depuis 2008, les États-Unis ont délégué leurs fonctions défensives au Moyen-Orient en faveur d'une autonomie régionale concernant le volet défensif (Middle East Council on Global Affairs, 2026). Cela a permis l'avènement d'un agenda politique sur l'utilité de développer un arsenal pouvant faire face aux dangers que la région abrite. À titre d'exemple, il y a le phénomène de piraterie qui s'est démocratisé dans le courant des années 2010 et les récentes échauffourées impliquant des milices telles que les Houthis au Yémen. Les conflits qui peuvent ébranler la région de la Mer Rouge contribuent à la définir comme un épiceutre de fortes rivalités géopolitiques (ECFR, N.d). En d'autres termes, la région a pendant un certain temps pâti d'un certain déficit en matière de protection. Les initiatives endossées par les pays du Golfe visent à combler leurs arsenaux parcellaires d'antan et instaurer une véritable sérénité pour l'avenir du Moyen-Orient.

Tout porte à croire que les EAU ambitionnent de se forger une véritable puissance navale (Seapower). Mohammed Khalifa Al Mubarak, représentant du département de la culture et du tourisme des EAU, souligne à quel point l'aspect maritime est une facette faisant partie intégrante de la culture émiratie en tant que patrimoine historique inaltérable remontant à l'époque du néolithique (BBC, 2019). Les EAU peuvent se targuer de posséder la plus ancienne perle naturelle sur l'île de Marawah, datant entre 5800 et 5600 avant J-C. Cela témoigne d'une culture profondément ancrée de la pratique navale. La chasse à la perle devint rapidement un repère indissociable de culture émiratie. Les perles collectées aux larges des côtes émiraties servaient de monnaie d'échange pour commercer avec la Mésopotamie. Ce phénomène de pêche à la perle induit par vagues successives l'arrivée de familles vivant de ce négoce. On explique la prééminence d'Abu Dhabi et de Dubaï comme foyer de population en partie grâce à son fort potentiel pour l'extraction de perle. Ainsi, les EAU répondent clairement aux critères énoncés par Andrew Lambert pour constituer une puissance navale. Dans son ouvrage *Seapower States*, ce dernier argue que les pays enclins à posséder un fort *seapower* sont « impliqués de manière disproportionnée dans le commerce mondial, plus dépendant aux importations que la moyenne et culturellement habitué aux activités maritimes ». Cet article vise à analyser comment les EAU sont en passe de devenir une puissance maritime d'exception en mer Rouge en explicitant la manière dont ils cochent les critères sus-dits. Ainsi, les EAU peuvent-ils être considérés comme une véritable thalassocratie ?

En effet, selon la théorie de Alfred T. Mahan, la présence maritime est un complément indispensable à la puissance terrestre pour assurer l'essor d'une nation. Les EAU semblent avoir pleinement fait sienne cette idée en se dotant d'un réseau grandissant d'îles et d'atolls stratégiquement localisés sur cet axe majeur de circulation qu'est la mer Rouge. Ainsi, à l'instar de la Chine en mer de Chine méridionale, les EAU tentent d'ériger un réseau de « perles » (azure-strategy, N.d). Cette zone virtuelle recouvrant la mer rouge devient une pièce maîtresse de l'aire d'influence émiratie. L'entrée en guerre des EAU au côté de l'Arabie Saoudite au Yémen en 2015 entérina les prémices de ce nouvel interventionnisme en vogue dans l'agenda politique émirati.

En 2017, ses relations avec le Qatar s'envenimèrent et les EAU, ragaillardis par leurs bases militaires dans le golfe d'Aden, ont fait montre d'un fort dynamisme militaire. Les émirats furent à l'instigation de nombreuses tentatives d'acquisition de ports. Cela lui octroie un statut tout à fait singulier en tant que pays le plus entreprenant dans le domaine maritime à l'échelle des pays du Golfe (Brookings Doha Center, 2019).

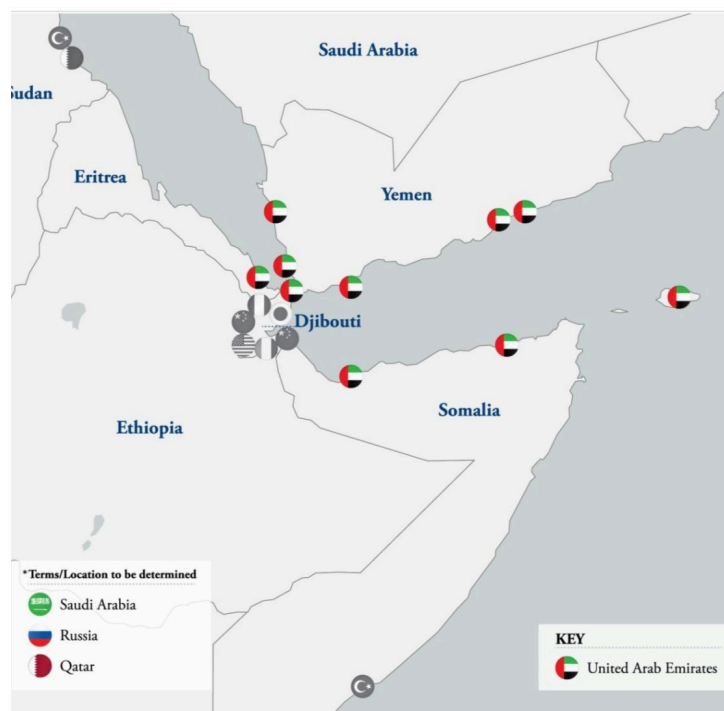


Figure n°15 : Brookings Doha Center, titre : Bases militaires en mer Rouge et dans la Corne de l'Afrique, © Brookings Doha Center

Les récents événements ont dressé un portrait assez terne de la gouvernance émiratie. Cependant, les EAU ont su se distinguer à travers des projets d'assistance et de résolution de conflit qui ont rehaussé son prestige. En 2018, ils se portèrent garant de la réconciliation entre l'Éthiopie et l'Érythrée avec le Traité de paix de Jeddah (IEEE.ES, 2023).

Les EAU adoptent une posture inédite qui détonne avec ses voisins du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), au premier rang duquel figure l'Arabie saoudite du souverain Salman Bin Abdulaziz Al Saud. La relation avec ce dernier s'est fortement dégradée et les EAU démontrent une véritable volonté de se départir de l'influence de son voisin saoudien.

Socotra symbolise véritablement cet usage de la force à des fins politiques. Cet archipel, sur lequel le Yémen exerçait initialement sa souveraineté, fut rattachée aux EAU après une « invasion » militaire. Il apparaît évident que ce n'est pas le splendide patrimoine écologique qui ait motivé ce débarquement mais bel et bien la localisation éminemment stratégique de cet archipel classé à l'UNESCO. Au vu de la courte distance séparant le détroit de Bab El-Mandeb, les EAU peuvent analyser, prédire et éventuellement filtrer les passages des navires. En possédant un accès à Socotra, les EAU peuvent, à leur gré, ralentir ou, en ultime recours, interrompre les passages d'entités illicites tels que les flottes fantômes ou les groupes armés à la solde de leurs ennemis tels que les Houthis. Cette acquisition se fait en parallèle des avancées chinoises dans la région. La construction du port de Gwadar au sud du Pakistan ou encore les installations chinoises à Djibouti semblent aller à l'encontre des intérêts émiratis. Le positionnement hautement stratégique de Socotra sert à faire tampon contre l'expansion de cette aire d'influence chinoise qui se nourrit du discours des Nouvelles routes de la Soie pour s'étendre par voies maritimes vers la mer Rouge.

De plus, il semble que l'« invasion » de Socotra ait engendré une dispute ouverte entre les EAU et l'Arabie Saoudite (KENTUSAMDER, N.d). Riyad soutient ouvertement les autorités yéménites dans la région du Hadramawt et à Al-Mahra, tandis que les EAU s'allient au Southern Transitional Council (DailyTribune, 2026). Visiblement, les intérêts divergent entre les deux voisins du Golfe. La compromission d'Israël dans l'exploitation de cet archipel, doublé des Accords Abraham signé en 2020, ont rendu dubitatifs certains analystes quant au rôle de médiateur que veulent assumer les EAU. En effet, les EAU auraient concéder une large portion de l'île d'Abd Al-Kuri à des unités des services armés israéliens pour y implanter une base militaire (Yemen Press Agency, 2025). Les régions de Jamjouh et Ras Qatnan sont également mises à leur disposition dans l'optique d'y assurer des missions d'espionnage. Dès février 2021, des dizaines de dignitaires et de soldats ont été déployés sur l'île par les flottes de l'aviation émiratie (MiddleEastEye, 2025). L'objectif de cette présence est de neutraliser la menace qui émane des milices yéménites soutenues par l'Iran et d'empêcher les attaques sur Israël et ses alliés.

Dès 2020, les EAU se sont emparés de douze ports abritant des intérêts capitaux pour le Yémen. À la date du 20 juin cette même année, Socotra elle-même fut réquisitionnée par les EAU et les soutiens du président Abd-Rabbu Mansour Hadi furent forcés à l'exil (Al-Estiklal Newspaper, 2024).

En somme, nous pouvons observer le déploiement d'un véritable réseau de ports et de bases militaires permettant au EAU de contrôler le trafic maritime autour du golfe d'Aden. Tout porte à croire que les EAU continueront d'accroître leur influence dans la région. Cependant, il faudra également compter sur ses homologues est-africains, golfiens et asiatiques pour lui contester ce droit et pour comprendre quels sont les obstacles à une montée en puissance des EAU dans la mer Rouge. L'actualité a démontré que les EAU peuvent subir les répercussions d'une trop forte proximité avec Israël et les Etats-Unis. Les salves en provenance de l'Iran visant à décimer les intérêts étatsuniens et israéliens aux EAU ont prouvé que l'alliance avec ces deux derniers peut être périlleuse pour les EAU. Cela nous montre qu'il est de bon aloi de ne pas exalter la puissance maritime sans tenir compte des faiblesses que cela génère. Les EAU devront composer avec l'arrivée de nouvelles puissances maritimes dans la région. En tentant d'avoir voix au chapitre en Afrique de l'Est, des pays comme l'Arabie saoudite ou encore la Turquie vont probablement venir contrecarrer les plans des EAU. Malgré la pénibilité des frappes aériennes iraniennes et le discrédit qui pèse sur leurs actions pour le moins questionnables en Afrique de l'Est, les EAU ne vont sûrement pas dévier de leur plan de course initial. L'entente au sein de la coalition, dirigée par les Etats-Unis et Israël, sera-t-elle tenace ? En d'autres termes, est-ce que les EAU gagnent à conserver cette entente parfois coûteuse diplomatiquement, économiquement et humainement ? Est-ce que les EAU vont adopter une posture plus consensuelle avec leurs voisins du Golfe ? Tout reste à voir dans une région où les intérêts tant économiques que géopolitiques demeurent parfois sujets à confusion.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

Lambert, A. D. (2019). *Seapower states : Maritime culture, continental empires and the conflict that made the modern world*. Yale University Press.

Vertin, Z. (2019). *Red Sea rivalries : The Gulf, the Horn & the new geopolitics of the Red Sea*. Brookings Institution Press.

Articles scientifiques :

Garrido Guijaro, O. (2023). Emiratis, Saudis and Qataris cross the Red Sea : What are the Gulf monarchies doing in Africa ?

Ghanem, D., Maru, M. T., Narbone, L., & Palleschi, C. (2026). *The Red Sea : Divided by water, united by opportunities*.

Mashamoun, J. (2025). *Regional powerplay in the Red Sea : The geopolitical implications of Egypt's involvement in Somalia*.

Articles de presse :

A new Red Sea axis : Israel, India, UAE, Ethiopia converge in Somaliland. (s. d.). *The Cradle*. <https://thecradle.co/articles-id/thecradle.co>

DT. (2026, 6 janvier). *Tourists stranded on Yemen's Socotra Island amid UAE-Saudi tensions*. *Daily Tribune*. <https://tribune.net.ph/2026/01/06/tourists-stranded-on-yemens-socotra-island-amid-uae-saudi-tensions>

Military base in Socotra : How the UAE is strengthening Israeli presence in Yemen. (s. d.). *Al Estiklal*. <https://www.alestiklal.net/en/article/military-base-in-socotra-how-the-uae-is-strengthening-israeli-presence-in-yemen>

Quilliam, N. (2022, 2 novembre). *UAE and KSA : Growth and influence along Red Sea*. *Azure Strategy*. <https://azure-strategy.com/uae-and-ksa-ramp-up-port-investments-along-red-sea/>

Satellite images reveal new UAE bases circling Gulf of Aden. (s. d.). *Middle East Eye*. <https://www.middleeasteye.net/news/uae-yemen-somalia-circle-bases-control-gulf-of-aden>

The Red Sea as the new front line of global power. (s. d.). *Red Sea Beacon*. <https://redseabeacon.com/the-red-sea-as-the-new-front-line-of-global-power/>

The Red Sea emerges as the new front in UAE-Saudi power competition. (s. d.). *MENA Unleashed*. <https://menaunleashed.com/p/the-red-sea-emerges-as-the-new-front>

Tyranny on the waters : The UAE-Israeli occupation of Yemen's Socotra Island. (s. d.). *The Cradle*. <https://thecradle.co/articles-id/thecradle.co>

UAE's sub-imperial project : Erecting a covert empire across the Red Sea. (s. d.). *The Cradle*. <https://thecradle.co/articles-id/thecradle.co>

Yemen's Socotra archipelago violated by Israeli enemy via UAE. (2025, 21 juin). *Yemen Press Agency*. <https://en.ypagency.net/360288>

LA MUSIQUE ENGAGÉE ET LE MOUVEMENT « FEMME, VIE, LIBERTÉ ! » (زن، زندگی، آزادی) EN IRAN

RÉDIGÉ PAR OPHÉLIE CALICHIAMA



Image n°16 : Manifestant tendant un portrait d'Ali Khamenei © RTL & AFP

Suite à la mort de Ali Khamenei, le Guide Suprême de l'Iran, les interrogations se multipliaient quant à sa succession. Son fils, Mojtaba Khamenei a finalement été nommé comme nouveau Guide Suprême le 8 mars 2026, journée symbolique puisqu'il s'agit de la Journée Internationale des Femmes. Cette coïncidence fortuite n'est pas sans nous rappeler le mouvement de protestations qui avait embrasé l'Iran en 2022 suite à l'assassinat d'une jeune femme iranienne.

LES ORIGINES DU MOUVEMENT

Le slogan « Femme, Vie, Liberté » devenu célèbre à travers le monde entier, est en réalité originaire du Kurdistan. Il y a un peu plus de 20 ans il était déjà possible de l'entendre parmi les femmes faisant partie du Parti Démocratique du Kurdistan, en Turquie. Par la suite, lors de la guerre civile en Syrie, et ce à partir de 2014, ce slogan est de nouveau réapparu vers 2013, au Rojava, et ce au sein des YPJ (les unités de protection de la femme). Les femmes kurdes ont en effet pris les armes contre l'État islamique et se sont rendus célèbres pour ce fait d'arme en septembre 2022.

Le slogan réapparaît pour la troisième fois en Iran à la suite d'un événement devenu tristement célèbre. Mahsa Jîna Amini, مهسا امینی en persan, une jeune fille de 22 ans d'origine kurde alors en visite à Téhéran avec son frère, se fait arrêter par la Police des Mœurs. Il s'agit d'une entité créée en 1979 lors de la Révolution Islamique, dont le rôle est de surveiller les femmes afin de s'assurer qu'elles ne portent pas de cosmétiques et que leur voile recouvre correctement leur chevelure. Ainsi, Mahsa Amini se fait arrêter car la Police des Mœurs lui reproche de ne pas porter correctement son voile. Son frère essaie de s'interposer afin de prendre sa défense, mais rien n'y fait, et elle est embarquée dans un fourgon. Trois jours plus tard, sa famille reçoit un appel d'un hôpital leur demandant de venir récupérer son corps. Bien qu'elle n'ait pas été autopsiée, cela étant interdit par le gouvernement, il ne fait aucun doute qu'elle a été violemment frappée par les policiers, certainement à coup de matraque. Son corps est ramené et enterré dans son Kurdistan natal. Il se peut que Mahsa Amini ait été victime de meurtre en raison de ses origines, car en Iran il y a une forte xénophobie à l'encontre des Kurdes, considérés comme des étrangers.

Cet évènement, ayant choqué toute la population du pays, tant les femmes que les hommes, pousse alors les femmes à sortir et manifester, danser et se filmer en train d'ôter puis de brûler leurs voiles devant la police en criant « femme, vie, liberté ! ». Le fait de brûler le voile est un geste montrant que le zoroastrisme, l'ancienne religion de la Perse, pour laquelle le feu est important et sacré, a une certaine influence dans la société iranienne, sans que ces derniers ne s'en rendent forcément compte.



Image n°17 : Jeunes femmes retirant leur voile et tendant leur majeur devant un portrait d'Ali Khamenei © Le Figaro

Comme on peut le voir sur la photographie, des jeunes lycéennes font un doigt d'honneur à des portraits d'Ali Khamenei et Khomeiny, les deux Guides Suprêmes que l'Iran a connu depuis 1979, cheveux au vent, sans voile. Cette photo, postée sur les réseaux sociaux, est en réalité adressée aux Occidentaux pour les sensibiliser à leur cause, car en Iran l'équivalent du doigt d'honneur est le pouce. Il a été indiqué plus haut que des hommes ont également rejoint les manifestations, notamment le chanteur Shervin Hajipour, et ce à travers une chanson engagée qu'il a écrite en compilant les tweets et les revendications des manifestants et qu'il a postée sur Instagram deux semaines après la mort de Mahsa Amini. Il est arrêté deux jours après. Sa chanson est supprimée de son compte Instagram mais elle est déjà devenue l'hymne du mouvement « Femme, Vie, Liberté ». Cette chanson se décrypte comme suit :

Pour ma soeur, ta soeur, nos soeurs : il s'agit là d'une référence à la lutte féministe menée par les jeunes iraniennes, soutenue par les hommes. La nouvelle génération iranienne ne cautionne plus la République islamique.

Pour la honte de manquer d'argent : bien que l'Iran possède des ressources en hydrocarbures, les Iraniens ne vivent pas dans le luxe. Ce luxe est réservé aux Gardiens de la Révolution, c'est pourquoi il n'est pas rare de rencontrer des Iraniens vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Pour le regret d'une vie ordinaire : À Téhéran il est assez courant de voir des enfants qui travaillent, lavant les pare-brises ou ramassant des ordures, et ce afin de rapporter de l'argent à leur famille.

Pour cette économie imposée : en Iran, le système économique est mafieux et corrompu, ce qui permet à des personnes faisant partie du gouvernement de s'enrichir toujours un peu plus. Ainsi, non seulement le PIB du pays a baissé de 60% en dix ans, mais les inégalités sociales ont également explosé.

Pour cet air pollué : Il faut savoir que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé quatre villes iraniennes dans le top dix des villes les plus polluées au monde. La capitale, Téhéran, est enveloppée dans un nuage de pollution, c'est pourquoi il est impossible de voir les montagnes de l'Alborz au loin. Par ailleurs, il arrive que les écoles ferment lorsque le pic de pollution est trop élevé.

Pour Valiyesar et ses arbres pâles : l'avenue Valiyesar (« le maître du temps », en persan), est l'équivalent de l'avenue des Champs-Élysées à Téhéran. C'est la plus longue avenue de la ville, reliant le nord de la ville, où se trouvent les quartiers les plus huppés de Téhéran, au sud, où se trouvent les quartiers populaires de la ville. Elle portait autrefois le nom de Pahlavi, nom du dernier Shah d'Iran. Sous leur règne, des milliers de platanes avaient été plantés le long de l'avenue, et les Téhéranais y étaient très attachés. Cependant, suite à la Révolution de 1979, les différents maires de Téhéran qui se sont succédés ont fait arracher les arbres pour des projets de construction. Aujourd'hui, 60% des arbres ont été arrachés.

Pour Pirouz et son extinction probable : Pirouz (victorieux) est le nom d'un guépard iranien vivant dans un zoo. Cet animal est en voie d'extinction, et il n'en reste qu'une dizaine dans la nature. Lorsque cette chanson est composée, Pirouz est encore un bébé guépard, mais il meurt quelques mois plus tard d'une insuffisance rénale. Pour beaucoup, c'est le régime qui, en raison du manque d'infrastructures, est à l'origine de son décès.

Pour les chiens innocents interdits : la religion musulmane considère le chien comme étant un être haram (impur et interdit). Cependant, les mœurs changent et de plus en plus de jeunes iraniens possèdent un chien.

Pour les pleurs incessants : durant les manifestations, des femmes mais également des hommes ont été tués, puis, à l'instar de Mahsa Amini, pleurés par leurs familles.

Pour le paradis obligatoire : Le chanteur fait ici référence à toutes les lois et règles imposées par la République islamique aux Iraniens en échange de la promesse d'un paradis.

Pour l'élite emprisonnée : de nombreux militants universitaires, des journalistes, des intellectuels, ou encore des artistes sont détenus dans les prisons du régime, notamment celle d'Evin. Cela a donné naissance au slogan « Evin est devenue une université ! ».

Pour les enfants afghans : l'Iran étant un pays frontalier de l'Afghanistan, il compte beaucoup de réfugiés afghans, souvent victimes de xénophobie de la part des Iraniens. Ils n'ont d'ailleurs pas les mêmes droits que ces derniers.

Pour tous ces slogans vides : il s'agit là d'une référence aux slogans proférés par le régime, ainsi qu'aux promesses vaines faites depuis de nombreuses décennies. Le peuple iranien n'étant pas dupe, n'y croit plus.

Pour les ruines des maisons mal construites : il y a des risques sismiques en Iran, mais l'État est tellement corrompu que des municipalités permettent à des opportunistes de construire des bâtiments non conformes aux normes. C'est ainsi que le 25 mai 2022, la tour Metropol, située dans la ville d'Abadan, s'est effondrée, causant la mort d'une dizaine de personnes.

Pour le soleil après une longue nuit : tel un phœnix, le peuple iranien a souvent su renaître de ses cendres suite à une crise (invasion, guerre, etc). Ainsi, l'espoir est devenu un élément clé de la culture iranienne.

Pour Homme, Patrie, Prospérité : comme il a été stipulé plus haut, les hommes ont rejoint les femmes dans leur combat lors des manifestations. Ils ont alors créé leur propre slogan, Homme, Patrie, Prospérité.

Pour la fille qui aurait aimé être un garçon : en Iran, beaucoup de jeunes filles pensent que la vie serait plus simple pour elles si elles étaient un garçon. Elles n'auraient alors pas à porter de voile, pourraient faire du vélo, aller voir des matchs de football au stade, mieux s'intégrer dans le monde du travail, etc.

Pour Femme, Vie, Liberté : Shervin Hajipour site ici le slogan des femmes manifestant pour leurs droits, et cela, afin de montrer qu'il est d'accord avec elles et qu'il les soutient.

À travers sa chanson, Shervin Hajipour ne se contente pas d'apporter son soutien aux manifestants : il dénonce également le fonctionnement de la société iranienne, injuste et corrompue.

En octobre 2022, en soutien à la cause des femmes iraniennes, la chanson a été chantée lors d'un concert de Coldplay en Argentine, au stade Monumental à Buenos Aires, par l'actrice Golshifeth Farahani, qui a été invitée sur scène.

Au vu de la situation actuelle et de la nomination du nouveau Guide Suprême, l'on peut s'interroger sur l'avenir de mouvement "Femmes, Vie, Liberté" et l'avenir des femmes iraniennes.

BARAYE (POUR)

نې راي رق ص بدن درخ يابا
نې راي تر سد بدن به وقت پ و سد
نې راي خواهرم، خواهرت، خواهرامو
نې راي تغير مغزها که پ و سد
نې راي شرمندگی، پ راي بي
نې راي حسرت يک زندگی معمول
شگرد و آرزوهاي که ونگ زب الله
ي سد تورپ راي اپن افق تصادد

هې راي اي ن هواي آلود
هې راي ولد يعصر و درختاي قر سواد
شې راي پيروز و احد تمال اند قراض
هگ ناه ممنوعه‌هاي پي راي سنگ
هوقه‌هاي پي راي گريه
هې راي تصويرو تکرار اپن لحظ
هخنداي که سي راي چهره
هآموزا، پ راي آي تند راي دانش

ين به پشت اچ بارپ راي اي
يهاي زندان پ راي نخ به
ي راي که ونگان افغان
ي هه «پ راي» غي پرت کراب راي اي ن
ي هه شعارهاي ت وخالپ راي اي ن
يهاي پ و شالپ راي اوار خونه
شپ راي احد سانس آرام
ي راي خورشيد پ من از شه بای طولان

ي خوابهاي اعصاب و پي راي قرص
ي راي مرد، ميهن، آب باد
نې راي دختری که آرزو داشت پسر پ و
ي راي زن، زندگی، آزاد

ي راي آزاد
ي راي آزاد
ي راي آزاد

Pour danser dans la rue
Pour la peur de s'embrasser
Pour ma sœur, ta sœur, nos sœurs
Pour changer les cerveaux qui pourrissent
Pour la honte de manquer d'argent
Pour le regret d'une vie ordinaire
Pour l'enfant éboueur et ses rêves
Pour cette économie dirigée

Pour cet air pollué
Pour Valiyeasr* et ses arbres pâles
Pour le Pirouz** et son extinction probable
Pour les chiens innocents interdits
Pour les pleurs incessants
Pour l'image répétée de ce moment
Pour un visage qui sourit
Pour les étudiants, pour l'avenir

Pour le paradis obligatoire
Pour l'élite emprisonnée
Pour les enfants afghans
Pour tous ces « pour » répétés
Pour tous ces slogans vides
Pour les ruines des maisons mal construites
Pour se sentir en paix
Pour le soleil après une longue nuit

Pour les pilules contre la nervosité et l'insomnie
Pour l'homme, la patrie, le développement
Pour la fille qui aurait aimé être un garçon
Pour les femmes, la vie, la liberté

Pour la liberté
Pour la liberté
Pour la liberté

BIBLIOGRAPHIE

Articles:

LADIER-FOULADI Marie, "La génération "femme, vie, liberté", revue Esprit, avril 2023, pp 39-44.

MAKAREMI Chowra, "Le mouvement 'Femme, Vie, Liberté' va plus loin que le voile; il appelle à la chute du régime islamique", revue Moyen-Orient n°66, 2025, pp 18-23.

PAIVANDI Saeed, "Désobéissance civile dans le contexte d'un État arbitraire: le cas des femmes iraniennes", revue Confluences Méditerranée n°134, 2025, pp 59-72.

Remerciements

Le bureau rapproché de l'AMRI de l'année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Cloé Bar et Clara Vermissen, toutes deux coprésidentes, pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Aboubakar Konate, Claire Aubret, Ophélie Calichiama, Guerlain Denéi, Matiz Bontaz, Victor Blanc et Louise Lecomte pour leurs articles de qualité.

Enfin, nous tenons à remercier , Elisabeth Tarran, Louise Bannier, Edouard Paquier et Eloïse Herbeteau, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des réseaux et des publications de la revue.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour le travail effectué, et nous vous donnons rendez-vous dans un mois pour notre prochaine édition !

Équipe de rédaction

LÉNY ROYER-PERRUSSEL, JULIEN DURAND, EMMA LESAGE & JILANI LARNAOUT